

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 29/08/2017

N° : 2017/38

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/64

 **Décisions**

Page 65/252

ARRÊTÉS

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/244/CM

Délégation de signature à Madame Sophie Conte, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Territoire du Pays Salonais.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 55-216 du 03 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d’expropriation ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n°DRH-2017-7168, du 18 juillet 2017 portant Madame Sophie Conte, Directrice Générale des Services du Territoire du Pays Salonais, à compter du 1^{er} août 2017.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 17/172/CM du 12 juin 2017 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, et pour le territoire du Pays Salonais composé des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Sophie CONTE, chargée de l'administration métropolitaine du territoire du Pays Salonais.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2017

A l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante,

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 1^{er} janvier 2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2017

- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacances des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification avec copie au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office avec copie au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI,
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- réponses négatives aux candidats,
- lettre de mise en demeure de reprise de fonction,
- les états de service,
- les ordres de mission permanents avec les véhicules de service.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2017

- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- les courriers de main levée,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000 €,
- les bons d'engagements correspondants à la traduction comptable de l'engagement juridique (marchés, conventions, lettre de commandes ...) dûment validés par le Président ou son représentant, et notifiés, permettant de réserver les crédits nécessaires au paiement des dettes ainsi générées,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes,
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE).

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2017

- Madame Laetitia Zugna.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, et de Madame Laetitia Zugna, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Pascal Mora,

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, de Madame Laetitia Zugna, et de Monsieur Pascal Mora la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Isabelle Demolière

Article 4:

Le présent arrêté prendra fin le 30 septembre 2017.

Article 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/245/CM

Désignation des Conseillers Portuaires du port de la Pointe Rouge à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La désignation de Monsieur Claude Piccirillo en qualité de Vice Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence le 1^{er} avril 2016, représentant les Ports, le Nautisme et les Activités Navales,

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des Ports de Plaisance.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port de la Pointe Rouge à Marseille :

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur Claude Piccirillo, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

Membres appartenant au Service du port de la Pointe Rouge

Titulaire : Monsieur Pierre-André D'Amico, Maître de Port de la Pointe Rouge

Suppléant : Monsieur William Julien, Agent Portuaire de la Pointe Rouge

Représentants des Concessionnaires (les délégataires)

Titulaire : Monsieur Christian Tomasini

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Suppléant : Monsieur Jean-Marie Bic

Représentants du personnel des délégataires :

Titulaire : Madame Anne Allegrini

Suppléant : Monsieur Jean-Pierre Pignol

Représentants des usagers :

Représentant des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Jean-Michel GIACONNE (SNCVC), Monsieur Yves GALLY (CNPRS),
Monsieur Michel SEMERIVA (CNPRS),

Suppléants : Monsieur Michel RAFFY (APIPR), Monsieur Yvan TCHERNOMORDIK, Monsieur
Jean-Claude DUSSERRE (APIPR).

**Représentant des Sociétés Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives
et Touristiques liées à la plaisance :**

Titulaire : Monsieur Serge MALMANCHE (Carènes Services), Monsieur Philippe LE MELINER
(Immadras), Monsieur Jean MORICELLY (ASPTT).

Suppléant : Monsieur Patrick BIAGGINI (Sud Plaisance/Bleu Evasion), Monsieur Saïd
NEBIOGLU (Pacific Palissade), Monsieur Eric VANECHOP (Manu Ura).

Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :

Titulaire : Monsieur Lionel NGUYEN

Suppléante : Madame Dominique CASCIO

Représentants de la Commune de Marseille

Titulaire : Monsieur Richard MIRON

Suppléant : Monsieur Dominique TIAN

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/246/CM

Désignation des conseillers portuaires sur le Vieux Port de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La désignation de Monsieur Claude Piccirillo en qualité de Vice Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence le 1^{er} avril 2016, représentant les Ports, le Nautisme et les Activités Navales,

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des Ports de Plaisance.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du Vieux Port de Marseille :

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

Membres appartenant au Service du port Vieux Port de Marseille :

Titulaire : Monsieur Loïc KERDUEL, Maître de Port du Vieux Port
Suppléante : Madame Carole PANTAZIS, Régisseur du Vieux Port

Représentant des Concessionnaires (Délégataires)

Titulaire : Monsieur Bernard FLORY (DSP1 – Cercle Nautique et Touristique du Lacydon),
Monsieur Pierre SATHAL (DSP2 – Société Nautique de Marseille),

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Suppléants : Monsieur Philippe PEYTOU (DSP2 – Société Nautique de Marseille)

Représentants du personnel des délégataires :

Titulaire : Monsieur Pascal MAGUERES (DSP1 – Cercle Nautique et Touristique du Lacydon)

Suppléants : Monsieur Alain LASALLE (DSP2 – Société Nautique de Marseille).

Représentants des usagers :

Représentant des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Alain RAVOT (Union Nautique Marseille), Monsieur Christian CEREZO (Nautic Club du Vieux Port), Monsieur Pascal PASSARO (UNCD VMB)

Suppléants : Monsieur Alain TAORMINA (Nautic Club du Vieux Port), Monsieur Dominique DI LEONARDO (APPSJ), Monsieur Bernard THOMASSI (Union Nautique Provençale).

Représentant des Sociétés Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance.

Titulaires : Monsieur Jean-Louis MAURY (Les Argonautes), Monsieur Paul D'ORTOLI (Office de la Mer), Monsieur Jean-Michel ICARD (Icard Maritime)

Suppléants : Monsieur David BINISTI (Midi Nautisme/Provence & Sea), Monsieur Grégoire GUIGNON (Sail Easy), Monsieur Michel LAMBERTI (FSN 13).

Représentant des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Thierry GELLI (CRPMEM)

Suppléant : Monsieur Louis SPERDUTO (CRPMEM)

Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :

Titulaire : Monsieur Lionel NGUYEN

Suppléante : Madame Dominique CASCIO

Représentants de la Commune de Marseille :

Titulaire : Monsieur René BACCINO

Suppléante : Madame Solange BIAGGI.

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Madame Solange BIAGGI,

Suppléante : Madame Laure-Agnès CARADEC

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/247/CM

Désignation des Conseillers Portuaires des Petits Ports de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La désignation de Monsieur Claude Piccirillo en qualité de Vice Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence le 1^{er} avril 2016, représentant les Ports, le Nautisme et les Activités Navales,

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des Ports de Plaisance.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés membres du Conseil Portuaire des Petits Ports de Marseille :

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Monsieur Claude Piccirillo, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

Membres appartenant au Service des Petits Ports de Marseille

Titulaire : Monsieur Loïc KERDUEL, Maître de Port du Vieux Port
Suppléant : Monsieur Pierre-André D'AMICO, Maître de Port de la Pointe Rouge

Représentants des usagers :

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Représentant des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Charles CIEUSSA (APPVA), Monsieur Robert GARNIER (La Rascasse des Goudes), Monsieur Claude MICHEL (Union Nautique des Goudes)
Suppléants : Monsieur Yves RIVA (Groupe Nautique de Callelongue), Monsieur Philippe BATISTONI (Les Calanquais de l'Est), Monsieur Serge MANCINI (Les Calanquais de l'Est).

Représentant des Sociétés Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance.

Titulaires : Monsieur Nicolas CHARDIN (Parc National des Calanques), Monsieur Louis SALLES (Société Nautique de la Corniche), Monsieur Jean-Marc CRACOLICI (Les Calanquais de la Madrague de Montredon),
Suppléants : Monsieur Sébastien PINARD (Archipel Plongée), Monsieur Nadir BOUMAHAMMED (UCPA Sud Loisirs), Monsieur Alexandre PINNA (Restaurant Chez FONFON)

Représentant des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Thierry GELLI (CRPMEM)
Suppléant : Monsieur Louis SPERDUTO (CRPMEM)

Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Monsieur Pascal ROVERE
Suppléante : Madame Dominique CASCIO

Représentants de la Commune de Marseille :

Titulaires : Monsieur Didier REAULT, Monsieur René BACCINO
Suppléantes : Madame Laure-Agnès CARADEC, Madame Solange BIAGGI

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Madame Sabine BERNASCONI,
Suppléant : Monsieur Yves MORAINÉ

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/248/CM

Désignation des Conseillers Portuaires sur le port du Frioul à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La désignation de Monsieur Claude Piccirillo en qualité de Vice Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence le 1^{er} avril 2016, représentant les Ports, le Nautisme et les Activités Navales,

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des Ports de Plaisance.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port du Frioul Marseille :

Représentants la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Monsieur Claude Piccirillo, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

Membres appartenant au Service du port du Frioul de Marseille :

Titulaire : Monsieur Stéphane PRATE, Maître de Port du Frioul

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Michel BARROT, Monsieur Guy CHETRIDE, Monsieur Charles GALLONI

Suppléants : Monsieur Jean-Pierre RAVEU, Monsieur Alain GARDET, Monsieur Anthony POIRAUD

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Août 2017

Représentants des Sociétés Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance.

Titulaires : Monsieur Emmanuel APOSTOLO (Lounapo), Monsieur Charles GAGNIEUR (UCPA Loisirs), Monsieur Daniel IMBERT (ATM)

Suppléants : Monsieur Guillaume ARGOUARCH (Calanques Evasion), Martin TEXEREAU (Team Winds), Monsieur Jean Luc PIERSON (Léo Lagrange).

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :

Titulaire : Monsieur Jean-Philippe SALDUCCI

Suppléante : Madame Dominique CASCIO

Représentants de la Ville de Marseille

Titulaire : Monsieur Jean ROATTA

Suppléant : Monsieur Gérard CHENOZ

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/249/CM

Désignation des conseillers portuaires sur le port de la Ciotat.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La désignation de Monsieur Claude Piccirillo en qualité de Vice Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence le 1^{er} avril 2016, représentant les Ports, le Nautisme et les Activités Navales,

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des Ports de Plaisance.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port de La Ciotat :

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Monsieur Claude Piccirillo, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

Membres appartenant au Service du port de La Ciotat

Titulaire : Monsieur Marc CAMUS, Coordonateur des ports de La Ciotat
Suppléant : Monsieur Michel CAMPOS, Maître de Port de La Ciotat

Représentants des usagers :

Représentant des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Gérard COLLET, Monsieur René COUTIN, Monsieur Jean-Louis TORRESANI

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Suppléants : Madame Marie-Thérèse CARDONA, Monsieur Max OUZEMANE, Monsieur Jean-Jacques STOFFEL MUNCK.

Représentant des Sociétés Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance.

Titulaires : Monsieur Christophe BERENGUIER (Sud Navigation), Monsieur Gilbert VIGNON (Société Nautique de Saint-Jean), Monsieur François LAURENT (SPPPC),
Suppléants : Monsieur Georges CASLARIS (SPPPC) Jean-Michel DUCHON DORIS (Le Neptune Club), Monsieur Hervé ONDEDIEU (Scellerie Services).

Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Monsieur Gérard TIZZANI

Suppléant : Monsieur Jacques MOIA

Représentants de la Commune de La Ciotat

Titulaire : Monsieur Patrick BORE, Maire de la Ciotat

Suppléant : Monsieur Guy PATZLAFF, Adjoint au Maire

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 août 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/250/CM

Désignation des Conseillers Portuaires du port de Carry le Rouet

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La désignation de Monsieur Claude Piccirillo en qualité de Vice Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence le 1^{er} avril 2016, représentant les Ports, le Nautisme et les Activités Navales,

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des Ports de Plaisance.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port de Carry le Rouet :

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur Claude Piccirillo, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

Membres appartenant au Service du port de Carry le Rouet

Titulaire : Monsieur Francis CARPENTIER, Coordonateur des ports de la Côte Bleue
Suppléant : Monsieur Henri SALATI, Maître de Port de Carry le Rouet

Représentants des usagers :

Représentant des Navigateurs de Plaisance :

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Titulaires : Monsieur Bernard LUBIN, Monsieur Pierre BAUDOT, Monsieur Jean-Paul VERNET,
Suppléants : Monsieur Francis BERNARD, Monsieur Claude FRANCINI, Monsieur Michel ITIER

Représentant des Sociétés Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance.

Titulaires : Monsieur Guy DELAHAYE (DG Services), Monsieur Max TURINA (Société Nautique de Carry le Rouet), Monsieur Maurice GUIGON (Association de la Voile Carry le Rouet),

Suppléants : Monsieur Henri IGOUNENC (Société Nautique de Carry le Rouet), Madame Jocelyne SERRA LAFOSSE (Carry Yachting Nautic 2000), Monsieur Félix BARRERI

Représentant des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Serge PIRO (CRPMEM)

Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :

Titulaire : Monsieur Philippe BERRUTI

Suppléante : Madame Marina HUTIN

Représentants de la Commune de Carry le Rouet

Titulaire : Monsieur Denis GALLICE

Suppléant : Monsieur Dominique LOUIS

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Monsieur Eric LE DISSES,

Suppléante : Madame Valérie GUARINO

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/251/CM

Désignation des conseillers portuaires des Petits Ports de la Côte Bleue

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La désignation de Monsieur Claude Piccirillo en qualité de Vice Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence le 1^{er} avril 2016, représentant les Ports, le Nautisme et les Activités Navales,

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des Ports de Plaisance.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés membres du Conseil Portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue :

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Monsieur Claude Piccirillo, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

Membres appartenant au Service des Petits Ports de la Côte Bleue

Titulaire : Monsieur Francis CARPENTIER, Coordonateur des ports de la Côte Bleue
Suppléant : Monsieur Henri SALATI, Maître de port de Carry le Rouet

Représentants des usagers :

Représentant des Navigateurs de Plaisance :

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Titulaires : Monsieur Louis GUERRA (Société Nautique du Grand Méjean), Monsieur Alain PINEDA (Société Nautique des Figuières), Monsieur Bruno MARSEROU (Société Nautique de la Madrague de Gignac),

Suppléants : Monsieur Alain BOUQUET (Club Nautique de Méjean), Monsieur Jean-Yves LOUARN (Société Nautique de la Madrague de Gignac), Monsieur Jean-Claude DURAND (Société Nautique des Figuières).

Représentant des Sociétés Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance.

Titulaire : Monsieur Henri PETITI (Société Nautique de La Vesse),

Suppléant : Monsieur Frédéric BACHET (Observatoire du Parc Marin de la Côte Bleue),

Représentant des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Thierry GELLI (CRPMEM)

Suppléant : Monsieur Louis SPERDUTO (CRPMEM)

Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Monsieur Philippe BERUTTI

Suppléante : Madame Marina HUTIN

Représentants les communes de la Côte Bleue :

Titulaires : Monsieur Denis GALLICE (Commune de Carry le Rouet), Monsieur Michel ILLAC (Commune d'Ensues la Redonne), Monsieur Georges ROSSO (Commune du Rove/La Vesse)

Suppléants : Monsieur Dominique LOUIS (Commune de Carry le Rouet), Monsieur Frédéric OUNANIAN (Commune d'Ensues la Redonne).

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Monsieur Eric LE DISSES,

Suppléante : Madame Valérie GUARINO

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/252/CM

Désignation des conseillers portuaires sur le port de Sausset les Pins

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La désignation de Monsieur Claude Piccirillo en qualité de Vice Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence le 1^{er} avril 2016, représentant les Ports, le Nautisme et les Activités Navales,

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des Ports de Plaisance.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port de Sausset les Pins :

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur Claude Piccirillo, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

Membres appartenant au Service du port de Sausset les Pins

Titulaire : Monsieur Francis CARPENTIER, Coordonateur des ports de la Côte Bleue
Suppléant : Monsieur Patrick QUIRICONI, Maître de Port de Sausset les Pins

Représentants des usagers :

Représentant des Navigateurs de Plaisance :

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Titulaires : Monsieur Marcel DE JUNNEMANN, Monsieur Mickael KUDSZUS, Monsieur Alain LEVINSPUHL

Suppléant : Monsieur Roland HANSER,

Représentant des Sociétés Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance.

Titulaire : Monsieur Jacques CHETRIT (Association des Usagers du Port), Monsieur Jean-Claude CHABERT (Plaisanciers de Sausset les Pins), Monsieur Robert DI DOMENICO (AMS)

Suppléant : Monsieur Thierry PERA (Cote Bleue Plongée), Monsieur Laurent DI DOMENICO (AMS),

Représentant des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Richard RAFFINI (CRPMEM)

Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Monsieur Philippe BERUTTI

Suppléante : Madame Marina HUTIN

Représentants de la Commune de Sausset les Pins

Titulaire : Monsieur Eric DIARD – Maire de Sausset les Pins

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Monsieur Eric LE DISSES,

Suppléante : Madame Valérie GUARINO

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/253/CM

Autorisation d'exploitation sur le domaine public par l'Association Videal du kiosque sis 56 Cours Pierre Puget à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail et notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'arrêté n° 16/071/CM du 18 mars 2016 délivré à la SARL Domino Services

CONSIDÉRANT

- L'autorisation n° 16/071/CM du 18 mars 2016 délivrée à Monsieur Sébastien Prudhomme, en qualité de Gérant de la SARL Domino Services, domiciliée 26A boulevard Baille 13006 Marseille,
- La création de l'Association Videal, représentée par Monsieur Sébastien Prudhomme, en qualité de Président, domiciliée 26A boulevard Baille 13006 Marseille,
- La demande de transfert de l'exploitation du kiosque sis 56 Cours Pierre Puget 13006 Marseille de la SARL Domino Services à l'Association Videal,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

ARRETE

Article 1 :

L'autorisation n° 16/071/CM du 18 mars 2016 délivrée à la SARL Domino Services est abrogée.

Article 2 :

L'Association Videal, représentée par Monsieur Sébastien Prudhomme, Président, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 15,7 m² sur le domaine public, sis 56 Cours Pierre Puget à Marseille 13006, en vue d'y installer une conciergerie de quartier.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/254/CM

Autorisation d'occupation du domaine public par l'Association Videal du kiosque sis 26 avenue du Prado à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail et notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'arrêté n° 16/071/CM du 18 mars 2016 délivré à la SARL Domino Services.

CONSIDÉRANT

- L'autorisation n° 15/493/CC du 29 décembre 2015 délivrée à Monsieur Sébastien Prudhomme, en qualité de Gérant de la SARL Domino Services, domiciliée 26A boulevard Baille 13006 Marseille,
- La création de l'Association VIDEAL, représentée par Monsieur Sébastien Prudhomme, en qualité de Président, domiciliée 26A boulevard Baille 13006 Marseille,
- La demande de transfert de l'exploitation du kiosque sis 26 avenue du Prado 13006 Marseille de la SARL Domino Services à l'Association Videal.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

ARRETE

Article 1 :

L'autorisation n° 15/493/CC du 29 décembre 2015 délivrée à la SARL Domino Services est abrogée.

Article 2 :

L'Association Videal, représentée par Monsieur Sébastien Prudhomme, Président, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 11,6 m² sur le domaine public, sis 26 avenue du Prado à Marseille 13006, en vue d'y installer une conciergerie de quartier.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/255/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du Domaine Public, pour le kiosque alimentaire
situé 184 avenue de Luminy 13009 Marseille, à Samy Badawy.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté municipal n° 2005-01-SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 05 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006.
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande déposée le 13 juillet 2017 par Monsieur Samy Badawy, domicilié 83 Bd du Redon – La Rouvière - Bât. D6- 13009 Marseille, Né le 15 octobre 1955 à El Hassafa El Abbassiya (Egypte) en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

184 Avenue de Luminy 13009 à Marseille
RCS Marseille n° 339 116 923 00030

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Samy Badawy est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de onze mètres carrés sur le domaine public, sis 184 Avenue de Luminy 13009 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/256/CM

**Autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire
situé Face au 126 Bd de la Corderie 13007 Marseille, à Nabil Slaiby**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté municipal n° 2005-01-SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 05 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006.
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande déposée le 25 juillet 2017 par Monsieur Nabil Slaiby, domicilié 62A, rue Sainte 13007 Marseille, Né le 15 Janvier 1966 à Mrouj Metn (Liban) en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

Face au 126 Bd de la Corderie 13007 à Marseille
RCS Marseille n° 432 466 282

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Nabil Slaiby est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de (6 m²) six mètres carrés sur le domaine public, sis face au 126 Bd de la Corderie 13007 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce. Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-

Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/257/CM

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement la Dame Noir, situé 43 quai de Rive Neuve 13007 Marseille, à Laurent Battisti

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SAS La Dame, représentée par Monsieur Laurent Battisti, président, né le 19 janvier 1978 à Marseille (13) domiciliée 43 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

43 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille
RCS Marseille 820 600 856 00018

ARRETE

Article 1 :

La SAS La Dame, représentée par Monsieur Laurent Battisti, président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Dame Noir, sis 43 Quai de Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

- une terrasse délimitée sans scellement de 19,80 m²

sur laquelle est implanté

- Un parasol

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/258/CM

Manifestation "Et va te jeter aux Goudes" organisée par le comité des fêtes des Goudes le 19 Août et le 24 Septembre 2017.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CCM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole assure la compétence de gestion des ports de plaisance.
- Que pour faciliter et sécuriser le bon déroulement de l'installation et de la manifestation "Et va te jeter aux Goudes" organisée par le comité des fêtes des Goudes dans le port des Goudes le 19 août et le 24 septembre 2017.

ARRETE

Article 1 :

Le stationnement sur la portion de la rue Désirée Pellaprat située sur le môle central du port des Goudes (Marseille 13008) est strictement réservé aux véhicules de l'organisation de l'évènement. Il en est de même pour la navigation sur le plan d'eau attenant au quai sauf lors

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

des mouvements de la navette maritime et à l'exclusion de la zone de sécurité.

Sur cet espace, le stationnement de tout autre véhicule est strictement interdit le samedi 19 Août 2017 de 5h à 20h et le dimanche 24 septembre 2017 de 5h à 20h.

Article 2 :

Tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté pourra faire l'objet d'un procès-verbal et d'une mise en fourrière.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/259/CM

Occupation temporaire du domaine public pour le Kiosque à fleurs situé 384 rue Saint Pierre 13010 Marseille, à Sylvie Buonomano

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006.
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

- La demande déposée le 17 mai 2017 par la SARL Darcussia Fleurs, représentée par Madame Buonomano Sylvie, née Melchione, en qualité de gérante, en vue d'exploiter un kiosque à fleurs sur le domaine public à l'adresse suivante :
- 384, rue Saint Pierre 13010 Marseille RCS Marseille 380 733 014

ARRETE

Article 1 :

La SARL Darcussia Fleurs, représentée par Madame Buonomano Sylvie, née Melchione, en qualité de gérante, est autorisée à exploiter un kiosque à fleurs d'une dimension de six mètres carrés (6 m²) sur le domaine public, sis 384, rue Saint Pierre 13010 à Marseille, en vue de procéder à la vente de plantes et de fleurs.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

DÉCISIONS

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/291/D

Clôture de la Régie de Recettes La Courbedonne du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

- La décision n° 17/070/D de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 24 mars 2017 relative à la Régie de recettes pour La Courbedonne du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017 ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de clôturer la régie de recettes « La Courbedonne » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à compter du 1^{er} juillet 2017.

DECIDE

Article 1 :

La décision n° 17/070/D du 24 mars 2017 est abrogée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/301/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant l'occupation illicite des gens du voyage sur un terrain situé sur la commune d'Entressen.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le rapport de constatation établi par la Police Municipale (n° 2017000510/PM) du 26 juin 2017 relatif à l'installation illicite des gens du voyage, vol d'énergie et d'eau potable, sur un terrain appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence situé Allée de la Véronique sur la commune d'Entressen ;
- Le dépôt de plainte n° 00785/2017/003194 enregistré par la Police Nationale le 27 juin 2017 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'expulsion des occupants sans droit ni titre dudit terrain ;

DECIDE

Article 1 :

D'estimer en justice devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence afin d'obtenir l'expulsion des gens du voyage et toutes autres mesures et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Convention de mise à disposition de locaux SNCF en Gare d'Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de convention de mise à disposition de locaux SNCF en gare d'Aubagne.

CONSIDÉRANT

- Que le pôle d'échanges d'Aubagne est un équipement majeur du réseau de transport du territoire de l'aire métropolitaine marseillaise qui rassemble les principaux services de mobilité : la ligne TER Marseille – Toulon, les lignes de cars métropolitains à destination de Marseille, Aix-en-Provence, La Ciotat, le réseau urbain « Les Lignes de l'Agglo » et un parking de 200 places ;
- Que la réalisation du projet Val'Tram nécessite la démolition du bâtiment «Point Accueil » qui assure les fonctions de billetterie/information voyageur des services de transports métropolitains ;
- Qu'il est proposé de relocaliser ses fonctions à l'intérieur du bâtiment voyageur gare SNCF, dans une approche multimodale « train/car/bus ».

Aussi, à compter de septembre 2017, la SNCF mettra à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 5 ans un poste d'accueil, conseil et vente de titre pour les réseaux de transport en commun métropolitain. Ce guichet sera situé à côté des guichets de vente SNCF. Des annexes de 16.5 m² comprenant toilette et back office pour les agents de vente et un local de repos de 22 m² à destination des conducteurs des réseaux de transports en commun routiers seront également mis à disposition.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un contrat d'occupation de locaux pour la mise à disposition d'un poste de vente/accueil/conseil et un d'un local de repos conducteurs.

Article 2 :

Le montant annuel du loyer s'élève à 8 860,21 euros hors taxe, en valeur 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/305/D

ZA La Valampe - Lieudit Tallan à Chateauneuf les Martigues sur la parcelle cadastrée AY 44, acquise dans le cadre d'une réserve foncière pour un pôle d'activités économiques.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire depuis le 15 juin 2005 d'un terrain sis ZA La Valampe - Lieudit Tallan – 13220 Chateauneuf-Les-Martigues, parcelle cadastrée AY 44, acquise dans le cadre d'une réserve foncière pour un pôle d'activités économiques.

Monsieur Paratore a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'utiliser ce terrain inoccupé pour l'extension de son entreprise d'élitage.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

L'occupation à titre précaire sera consentie pour une durée de 1 an (UN AN) renouvelable par reconduction expresse, dans la limite de 2 reconductions, en contrepartie du versement d'une indemnité annuelle évaluée à 50 €
La convention est résiliable par LRAR moyennant un préavis de 3 mois.

CONSIDÉRANT

- Que monsieur Paratore souhaite occuper la parcelle AY 44, situé ZA La Valampe – Lieudit Tallan – 13220 Chateauneuf-Les-Martigues.
- Que la Métropole Aix-Marseille Provence autorise cette occupation à compter de la date de signature.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire avec monsieur Paratore afin qu'il puisse occuper la parcelle cadastrée AY 44, sise ZA La Valampe - Lieudit Tallan – 13220 Chateauneuf-Les-Martigues.

Article 2 :

Cette convention est conclue en contrepartie du versement d'une indemnité annuelle évaluée à 50 €.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/306/D

**Convention de mise à disposition anticipée avec la Ville de Marseille
concernant la galerie commerciale de la Rose**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Ville de Marseille, propriétaire de la galerie marchande de la station de Métro la Rose sise boulevard du Métro -13013 Marseille, en a confié la gestion administrative et technique à la Sogima dans le cadre d'un marché de gestion qui a pris effet le 20 juin 2016 et se termine le 3 juillet 2017.

Par délibération du Conseil Municipal n° 16/1080/UAGP du 5 décembre 2016, la Ville de Marseille a approuvé le transfert de ladite galerie à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole a approuvé ce transfert lors du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 n° URB 026-1831-17/CM.

La réitération par acte administratif dudit transfert ayant été reportée en raison d'un retard dans la production de documents techniques (document d'arpentage)

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

et le marché de gestion confié par la Ville à la SOGIMA, arrivant à son terme, il est convenu que la galerie commerciale du Métro la Rose doit être mise à disposition au profit la Métropole Aix-Marseille-Provence.

dans le cadre d'une convention de mise à disposition anticipée et ce dans l'attente de la signature imminente de l'acte de transfert. Le bien ainsi mis à disposition pourra être géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la galerie commerciale de la Rose, sise principalement sur les parcelles 886A48 et A50p, comprenant des voies de circulation et des lots commerciaux, doit être mise à disposition au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle en assure la gestion, en attendant la signature définitive de l'acte administratif de transfert.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention de mise à disposition anticipée à compter du 3 juillet 2017 jusqu'à la signature définitive de l'acte administratif de transfert.

Article 2 :

La présente convention est consentie à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/307/D

Désignation du Cabinet Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le CCIRAL dans l'affaire qui l'oppose à la Société APA Propreté

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La réclamation déposée par la Société APA Propreté le 11 avril 2017 devant le Comité de consultation interrégional de règlement amiable des litiges en matière de marchés publics de Marseille au titre de la réparation du préjudice économique qu'elle aurait subi depuis la notification du marché relatif à la propreté des postes fixes pour déchets ménagers, estimée à 383 319,79 €, directement imputable aux conditions d'exécution du marché.

DECIDE

Article 1 :

D'être représenté dans cette affaire par Maître Baillon Passe - 49, Rue de la Paix Marcel Paul - 13001 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Baillon Passe, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/308/D

**Maîtrise d'ouvrage déléguée EPAD - Attribution du marché de maîtrise d'œuvre
- Autorisation au Directeur de l'EPAD à signer le marché.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 264/05 du 27 mai 2005, par laquelle le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres ;
- La décision n° 968/11 du 14 novembre 2011, par laquelle le Président du SAN Ouest Provence a attribué le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n° 2011-021 pour l'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Rassuen à Istres, pour un montant de 186 607,00€ H.T. à la société Canal de Provence, 13182 Aix-en-Provence Cedex 5 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

- La décision n° 555/14 du 27 juin 2014, par laquelle le Président du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 1 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n° 2011-021 pour un montant de 8 900,00 € H.T. ;
- La décision n° 330/17 du 6 juin 2017 par laquelle le Président du Conseil de Territoire a approuvé l'avenant n° 2 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n° 2011-021 sans incidence sur le montant du marché ;

CONSIDÉRANT

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres ;
- Qu'il est nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer le marché de maîtrise d'œuvre pour l'augmentation de la capacité de la STEP de Rassuen attribué par la Commission d'appel d'offres métropolitaine en sa séance du 22 juin 2017 au groupement Bureau d'Etudes Eysseric Environnement/AI Proect1/Ecofilae pour un montant global et forfaitaire de 425 264,00 € H.T. soit 510 316,80 € T.T.C.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisé Monsieur le Directeur de l'EPAD à signer le marché de maîtrise d'œuvre précité.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget assainissement, chapitre 2017503000, nature 238, code opération 2017503000.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/309/D

Désignation du Cabinet Adamas pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association ORT France.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 21601781 présentée par l'association ORT France en date du 22 février 2016 devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale demandant l'exonération de la taxe de versement de transport et demandant l'annulation de la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 25 septembre 2015 n° FCT003-139/15/CC.

DECIDE

Article 1 :

D'estimer en justice devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale dans le dossier n° 21601781 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet d'Avocats Adamas - 55 Boulevard des Brotteaux - 69455 Lyon cedex.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

Article 2 :

Les honoraires dûs à Maître Baillon Passe, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier, sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/312/D

Convention d'occupation temporaire d'une cave à la Société Alphenix.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech qui dispose de caves d'une surface de 804.53 m² ;
- Qu'un lot individualisé sous le lot n°B4 d'une surface totale de 64,11 m² est libre d'occupation ;
- Que la société Alphenyx, représentée par son gérant Monsieur Vincent Lhermitte, souhaite entreposer du matériel et équipements ainsi que des consommables liés à son activité ;
- Que Alphenyx, créée en 2007, est une société spécialisée dans la collecte et la transformation de tissus d'origine humaine à destination de la recherche ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Juillet 2017

- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire d'une cave à la société Alphenyx au tarif de 20 €/m²/ht/an ;
- Que le bail prendra effet à compter du 1^{er} août 2017.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux, la location du lot n°B4 (cave de 64,11 m²), sis à 163 avenue de Luminy Parc Scientifique de Luminy Biotech 13288 Marseille Cedex 09 à la société Alphenyx, dans le cadre d'une convention temporaire à compter du 1^{er} août 2017.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorise le mandataire « Sogima » à signer la convention conformément au terme du marché N°140/145MA.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-politique B330 – service 900 000 – nature 752.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Juillet 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/313/D

Décision pour la désignation du lauréat du concours et attribution des primes dans le cadre du concours 71160110 : maîtrise d'œuvre pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements)

VU

- Le Code des Marchés Publics et notamment l'article 70,
- L'avis d'appel public à la concurrence n°2015-154, relatif au concours de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4ème, 5ème et 10ème arrondissements) ;
- Le procès-verbal du jury de concours du 23 mars 2017 comportant l'analyse anonyme des prestations des quatre candidats et l'avis motivé du jury
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les prestations des groupements :
 - Pena Paysages/ NSL Architectes / Matonti Architecture et Patrimoine / EGIS Ville et Transports / Cobalt
 - Ingerop Conseil Ingenierie / Stoa
 - Tangram Architectes / Donjerkovic / Artelia Ville et Transport / Laterale
 - Bruno Fortier / Fernando Vega Sanchez / Charles Dard Paysagiste / Setec International/ L'observatoire International
- Les offres des quatre candidats ;

CONSIDÉRANT

- Les critères de jugement des prestations tels que définis au dossier de consultation

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2017

DECIDE

Article 1 : Jugement des prestations :

1) Examen des prestations du groupement Bruno Fortier / Fernando Vega Sanchez/ Charles Dard Paysagiste / Setec International / L'observatoire international

- **Critère A** - Parti d'aménagement et de composition urbaine
 - Insertion de l'aménagement dans son contexte urbain, prise en compte de la valorisation du patrimoine et des espaces singuliers
 - Parti d'aménagement paysager

Le candidat propose un projet déclinant un calepinage au sol continu, sans distinguer les espaces singuliers, des espaces courants. Le patrimoine apparaît par ailleurs peu valorisé. Les essences pour les plantations d'arbres sont différenciées pour chaque trottoir, avec des floraisons différentes et successives sur le trottoir Est.

Au sud du boulevard Salvator, les largeurs de trottoir, les essences et les hauteurs d'arbres, différentes contribuent à accentuer la dissymétrie sur l'axe, qui est assumée néanmoins par le candidat, mais contraire aux orientations de l'AVAP et à ce titre pourrait présenter des difficultés dans l'instruction du dossier.

Au regard du critère A, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée moyenne. La note pondérée de 1.2 lui est attribuée.

- **Critère B** - Conception de l'aménagement
 - organisation et gestion des déplacements : conception des carrefours, cheminements piétons, itinéraires cyclables, stationnements (notamment motos en expositions), livraisons
 - qualité de l'aménagement : éclairage, choix des matériaux, notamment eu égard aux problématiques d'entretien

Le candidat réduit le profil général de voirie à 2x1 voies sur le Cours Lieutaud, en supprimant les voies spécifiques pour les TAG aux carrefours. Certaines modifications ponctuelles seront à apporter au droit des carrefours pour en améliorer le fonctionnement.

Les itinéraires cyclables sont aménagés soit en bandes cyclables sur le boulevard Garibaldi, soit en pistes cyclables unidirectionnelles du boulevard Garibaldi au boulevard Salvator, soit en piste cyclable bidirectionnelle du boulevard Salvator au boulevard Baille.

Il maintient des capacités de stationnement, en alvéole entre les arbres, avec des emplacements pour les expositions moto situées en limite de trottoir.

Le profil dissymétrique entre le boulevard Salvator et le boulevard Baille engendre une forte différenciation entre les largeurs de trottoirs (8 m et 5 m).

Le mobilier d'éclairage proposé reproduit un style haussmannien sur l'ensemble du Cours, mais les mâts ne sont pas positionnés dans l'axe des arbres. Les revêtements au sol sont constitués de bandes de granit bicolores sur l'ensemble des espaces piétons et de stationnement.

Au regard du critère B, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée assez bien.

La note pondérée de 2 lui est attribuée.

- **Critère C** – Organisation de l'équipe

La présentation de l'organisation de l'équipe du candidat est peu détaillée et reste assez générale. On ignore formellement si une direction de projet est prévue. La composition précise des pôles études et travaux, n'est pas indiquée.

Au regard du critère C, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée moyenne. La note pondérée de 0.3 lui est attribuée.

Conclusion :

Le groupement Bruno Fortier / Fernando Vega Sanchez/ Charles Dard Paysagiste/ Setec International / L'observatoire international obtient la note globale pondérée de 3.5, corrigée à 4.2 et un classement en 3^{ème} position.

2) Examen des prestations du groupement Pena Paysages/ NSL Architectes / Matonti Architecture et Patrimoine / EGIS Ville et Transports / Cobalt

- **Critère A** - Parti d'aménagement et de composition urbaine
 - Insertion de l'aménagement dans son contexte urbain, prise en compte de la valorisation du patrimoine et des espaces singuliers
 - Parti d'aménagement paysager

Le projet propose 2 trottoirs continus de largeur uniforme, délimitant un espace affecté à la circulation et aux usages. Un revêtement qualitatif en pierre est proposé sur les espaces réservés aux modes actifs ; les espaces singuliers sont mis en valeur sous forme de plateaux traités en pavés.

L'aménagement proposé présente toutefois une forte visibilité par sa polychromie, qui serait en rupture avec les espaces réaménagés sur la Canebière.

Il prévoit plusieurs interventions sur le patrimoine avec la création d'une ombrière recouvrant les sorties du métro Noailles, une forte recomposition du mur soutenant le parvis aménagé en gradins dans la rampe Thurner, ainsi que le remplacement de la passerelle Estelle par un ouvrage neuf. La justification de ces propositions n'apparaît pas évidente

Le parti paysager proposé une essence d'arbre unique (sophora) sur les 2 rives, avec des micocouliers aux grands carrefours.

Au regard du critère A, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée insuffisante.

La note pondérée de 0,8 lui est attribuée.

- **Critère B** - Conception de l'aménagement
 - organisation et gestion des déplacements : conception des carrefours, cheminements piétons, itinéraires cyclables, stationnements (notamment motos en expositions), livraisons
 - qualité de l'aménagement : éclairage, choix des matériaux, notamment eu égard aux problématiques d'entretien

Le candidat propose un profil général de voirie à 2x1 voies sur le Cours Lieutaud, avec une 3^{ème} voie pour les TAG et les usages (stationnement, livraison, exposition motos). Le projet ne prévoit aucune modification de trame circulaire.

Deux pistes cyclables unidirectionnelles sont aménagées sur trottoir, excepté dans le sens Nord-Sud sur le boulevard Garibaldi, où la piste n'est pas continue.

Le revêtement de sols en pavés calcaire sur trottoir ne crée pas un contraste très marqué entre les espaces piétons et les espaces pour les cycles, de même au droit des passages piétons prévus sur les plateaux traversants.

Un matériel contemporain est proposé pour l'éclairage du Cours, différent de celui existant sur le boulevard Garibaldi et la descente du Cours Julien.

Le candidat propose par ailleurs un mobilier spécifique : bornes en fonte anti-stationnement, grille d'arbres et bancs.

Au regard du critère B, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée assez bien.

La note pondérée de 2 lui est attribuée.

- **Critère C – Organisation de l'équipe**

Le candidat propose une équipe correctement organisée pour assurer l'ensemble des missions, objet du marché. Il n'indique pas cependant l'investissement en temps qu'il compte consacrer au suivi des travaux.

Au regard du critère C, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée bien. La note pondérée de 0.5 lui est attribuée.

Conclusion :

Le groupement Pena Paysages/ NSL Architectes / Matonti Architecture et Patrimoine / EGIS Ville et Transports / Cobalt obtient la note globale pondérée de 3.3, corrigée à 4 et un classement en 4^{ème} position.

3) Examen des prestations du groupement Ingerop Conseil Ingenierie / Stoa:

- **Critère A - Parti d'aménagement et de composition urbaine**
 - Insertion de l'aménagement dans son contexte urbain, prise en compte de la valorisation du patrimoine et des espaces singuliers
 - Parti d'aménagement paysager

Le candidat propose un projet d'aménagement symétrique et très sobre : revêtement de sols en enrobés et alignement d'arbres avec une seule essence.

Les différents éléments de patrimoine sont restaurés ou mis en valeur par un éclairage spécifique.

Ce projet semble manquer d'un peu d'ambition dans les traitements proposés, pour cet axe majeur de la ville.

Entre le boulevard Salvator et le boulevard Baille, l'implantation de l'alignement d'arbres sur le trottoir Ouest conduira nécessairement à dévier une conduite de gaz MBT 200.

Au regard du critère A, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée moyenne. La note pondérée de 1.20 lui est attribuée.

- **Critère B - Conception de l'aménagement**
 - organisation et gestion des déplacements : conception des carrefours, cheminements piétons, itinéraires cyclables, stationnements (notamment motos en expositions), livraisons
 - qualité de l'aménagement : éclairage, choix des matériaux, notamment eu égard aux problématiques d'entretien

Le profil général de voirie est à 2x1 voies le Cours Lieutaud ; certaines sections sont ponctuellement à 2+1 voies, notamment sur Garibaldi.

Le projet prévoit quelques modifications de trame circulatoire, qu'il conviendra de valider par des études plus détaillées. Bien que l'étude détaillée des carrefours réalisée par le candidat montre que leur fonctionnement soit correct, certaines améliorations devront être apportées ponctuellement, aux principaux d'entre eux.

Des pistes cyclables unidirectionnelles bilatérales sont aménagées sur chaque trottoir, dont le contraste visuel mériterait d'être renforcé, pour bien différencier les espaces piétons des espaces pour cycles.

Le choix d'un revêtement en enrobé sur les trottoirs facilite l'entretien, mais constitue un aménagement minimaliste.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2017

Un matériel contemporain est proposé pour l'éclairage du Cours, différent de celui existant sur le boulevard Garibaldi et la descente du Cours Julien.

Au regard du critère B, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée assez bien.

La note pondérée de 2 lui est attribuée.

- **Critère C – Organisation de l'équipe**

L'équipe proposée est très correctement dimensionnée, et couvre l'ensemble des compétences nécessaires à l'élaboration du projet. L'organisation apparaît très structurée.

Il n'indique pas cependant l'investissement en temps qu'il compte consacrer au suivi des travaux.

Au regard du critère C, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée bien. La note pondérée de 0.5 lui est attribuée.

Conclusion :

Le groupement Ingerop Conseil Ingenierie / Stoa obtient la note globale pondérée de 3.7, corrigée à 4.4 et un classement en 2^{ème} position.

4) Examen des prestations du groupement Tangram Architectes / Donjerkovic / Artelia Ville et Transport / Laterale

- **Critère A** - Parti d'aménagement et de composition urbaine
 - Insertion de l'aménagement dans son contexte urbain, prise en compte de la valorisation du patrimoine et des espaces singuliers
 - Parti d'aménagement paysager

A partir d'une analyse historique et des usages actuels très dense, le candidat propose un projet simple dans son traitement, mais qualitatif (revêtements en pavés de granit) pour les espaces piétons et les espaces singuliers.

L'escalier Bédarride et les passerelles font l'objet d'une restauration poussée ; les éléments de patrimoine font l'objet d'une mise en lumière spécifique.

Le parti paysager propose une essence d'arbre unique (platane) sur les 2 rives. Au Sud du boulevard Salvator, le profil est dissymétrique ; les arbres implantés sur le trottoir Ouest apparaissent trop proche des façades.

Au regard du critère A, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée bien. La note pondérée de 2 lui est attribuée.

- **Critère B** - Conception de l'aménagement
 - organisation et gestion des déplacements : conception des carrefours, cheminements piétons, itinéraires cyclables, stationnements (notamment motos en expositions), livraisons
 - qualité de l'aménagement : éclairage, choix des matériaux, notamment eu égard aux problématiques d'entretien

Le candidat propose un profil de voirie à 2x1 voies sur la majorité du Cours Lieutaud ; certaines sections, en amont des principaux carrefours, sont aménagées à 2+1 voies. Quelques modifications de conception sur les carrefours seront à apporter dans la suite des études le cas échéant, afin d'en améliorer le fonctionnement.

Le projet dispose d'un itinéraire cyclable continu sur l'axe sauf sur le boulevard Garibaldi, pour le sens Sud-Nord. Au Nord du boulevard Salvator, des pistes cyclables unidirectionnelles sont aménagées sur trottoir ; au Sud du boulevard Salvator, une piste cyclable bidirectionnelle est aménagée sur le trottoir Est.

Une bande d'usage en rive de trottoir accueille les activités commerciales, le stationnement et certaines fonctions urbaines (propreté, éclairage).

Un matériel contemporain est proposé pour l'éclairage du Cours, différent de celui existant sur le boulevard Garibaldi et la descente du Cours Julien. Les mâts ne sont pas positionnés dans l'axe des arbres.

Le choix des matériaux est sobre et rationnel : pavés granit sur les cheminements piétons, la bande d'usage et les plateaux traversants des espaces singuliers ; bordures de trottoir en calcaire ; chaussée et pistes cyclables en enrobés.

Au regard du critère B, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée bien. La note pondérée de 2.5 lui est attribuée.

- **Critère C – Organisation de l'équipe**

L'équipe proposée est correctement dimensionnée et couvre l'ensemble des compétences nécessaires à l'élaboration du projet.

Le candidat n'a toutefois pas précisé son organisation pour certaines missions complémentaires (études de circulation, études historiques et dossiers réglementaires).

Au regard du critère C, conformément à l'avis du jury, la prestation est jugée bien. La note pondérée de 0.5 lui est attribuée.

Conclusion :

Le groupement Tangram Architectes / Donjerkovic / Artelia Ville et Transport / Laterale obtient la note globale pondérée de 5, corrigée à 6.0 et un classement en 1^{ère} position.

Article 2 : Choix du Lauréat

Est désigné lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour la requalification du Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) le groupement Tangram Architectes / Donjerkovic / Artelia Ville et Transport / Laterale

Article 3 : Attribution des primes

La prime de 50 000 euros TTC est allouée à chacun des candidats.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2017

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur Claude Abel - avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant les délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La convention d'occupation temporaire préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'autorisation de Monsieur Claude Abel pour la mise à disposition d'une emprise d'environ 25 m² à détacher de la parcelle AH 32 située avenue Draïo de la Mar.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin qu'une emprise de terrain d'environ 25 m² appartenant à Monsieur Claude Abel lui soit mise à disposition préalablement au transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin une convention d'occupation temporaire préalable au transfert de propriété doit être conclue entre Monsieur Claude Abel propriétaire de la parcelle de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec Monsieur Claude Abel une convention d'occupation temporaire au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalablement au transfert de propriété d'une emprise foncière d'environ 25 m² à détacher de la parcelle AH 32 située avenue Draïo de la Mar.

Cette convention est conclue à titre gracieux ; sa réalisation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/315/D

Dépôt de demande de permis de construire pour la réalisation du pôle d'échanges multimodal de transport de Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

Que dès sa création en 2012, le SMGETU, Syndical Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains sur le territoire du Pays de Martigues et de Ouest Provence, s'est engagé dans une politique de restructuration et de densification de son offre de transport afin :

- d'améliorer les relations entre les différents modes de transports,
- d'infléchir les pratiques actuelles de mobilité urbaines.

Que dans le cadre de ces études de restructuration, il a été mis en évidence la nécessité de disposer sur la commune de Martigues d'un pôle d'échanges multimodal de transport adapté à l'offre de service actuelle et future.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Juillet 2017

Que conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SMGETU, collectivité territoriale, a fusionné avec différentes intercommunalités pour créer au 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille- Provence, compétente en matière de mobilité.

Que dans la continuité des études de faisabilité et de programmation menées en 2015 par le SMGETU, la Métropole Aix-Marseille-Provence a notifié le 8 juillet 2016 le marché de Maitrise d'Œuvre en vue de la réalisation d'un Pôle d'échanges multimodal à Martigues.

Que suite aux études de conception menées par le Maitre d'œuvre, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit déposer une demande de permis de construire pour le bâtiment de ce futur pôle d'échanges ainsi que la salle associative restituant le club-house des Salins à démolir dans l'emprise du dit-projet, avenue de la Paix à Martigues sur la parcelle communale AN 057 anciennement cadastrée AN 014.

Que aux termes des dispositions de l'article R.423-1 du Code de l'Urbanisme, les demandes de permis de construire [...] sont adressées [...] à la mairie de la commune dans laquelle les travaux sont envisagés [...] par le ou les propriétaires du ou des terrains, leur mandataire ou par une ou plusieurs personnes attestant être autorisées par eux à exécuter les travaux.

Que, par délibération N°17-151 du Conseil Municipal du 15 mai 2017, la ville de Martigues a autorisé la Métropole Aix-Marseille-Provence à déposer une demande de permis de construire nécessaire à la réalisation d'un pôle d'échanges multimodal Avenue de la Paix à Martigues.

DECIDE

Article 1 :

Est déposée une demande de permis de construire pour la réalisation du bâtiment du futur pôle d'échanges multimodal de transport de Martigues ainsi que de la salle associative restituant le club-house des Salins à démolir dans l'emprise du dit-projet, Avenue de la Paix à Martigues sur la parcelle communale AN 057 anciennement cadastrée AN 014.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Juillet 2017

17 / 3 1 6 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2008130550085_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500055
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - EHPAD " LES MAISONS DE MARIE " Tr 2
Avenue de Fournacle
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) - subvention versée aux organismes publics

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	23/12/2008	20081305500111
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
Adresse :		
	80 r albe	
	BP 31	
Ville :	13004 Marseille	
Exercice :	2008	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	382 402,28 €	382 402,28 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget Etablissement Public de	(A) 19 120,00 €	(B) 19 120,00 €
Coopération Intercommunale (EPCI)		
Montant des acomptes versés		(C) 15 296,00 €
Solde à verser		(B-C) 3 824,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUL. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Annette FRUCTUS
Annette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 120,00	1,54%
Conseil Général	100 503,00	8,08%
Sous-total Subventions	119 623,00	9,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	552 774,00	44,43%
Prêt CDC foncier	332 903,00	26,76%
Prêts Autres	12 945,50	1,04%
Sous-total Prêts	898 622,50	72,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	225 786,70	18,15%
Sous-total Fonds Propres	225 786,70	18,15%
Total du Financement (I + II + III)	1 244 032,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 244 032,20	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 382 402,28 €

Aide : **PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	129,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	129,00 m²
Assiette *	:	382 402,28 €
Taux de subvention	:	5,00 %
SUBVENTION	:	19 120,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	129,00 m²
Assiette : 382 402,28 €	SUBVENTION :	19 120,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

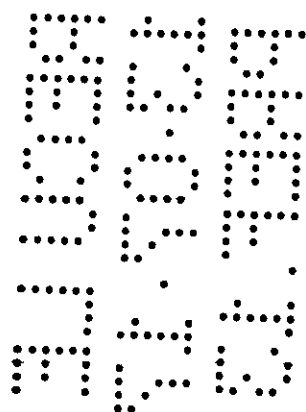
SUBVENTION : 19 120,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	32 809,90 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 010 556,32 €
Prestations intellectuelles et frais	134 264,44 €
Prix de Revient H.T.	1 177 630,66 €

Montant de la TVA	66 401,54 €
Prix de revient TTC	1 244 032,20 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	9 643,66 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



17 / 317 / D _

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
1-2006-013-8_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500054

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

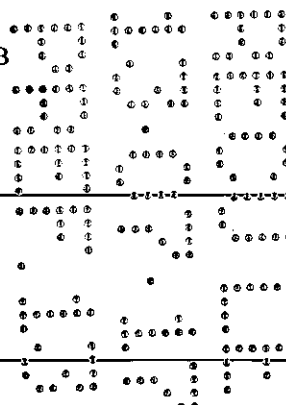
Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : LES MAISONS DE MARIE - EHPAD- Tr 1
LES MAISONS DE MARIE - AV de
Fournacle - ZAC Croix rouge 13013
13013 Marseille



FICHE DE FIN D'OPERATION

Subvention d'équipement versée-aux organismes publics - Subvention d'équipement versée-aux organismes publics

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	07/12/2006	5161-2006-013-0080
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
Adresse :		
	80 r albe	
	BP 31	
Ville :	13004 Marseille	
Exercice :	2006	

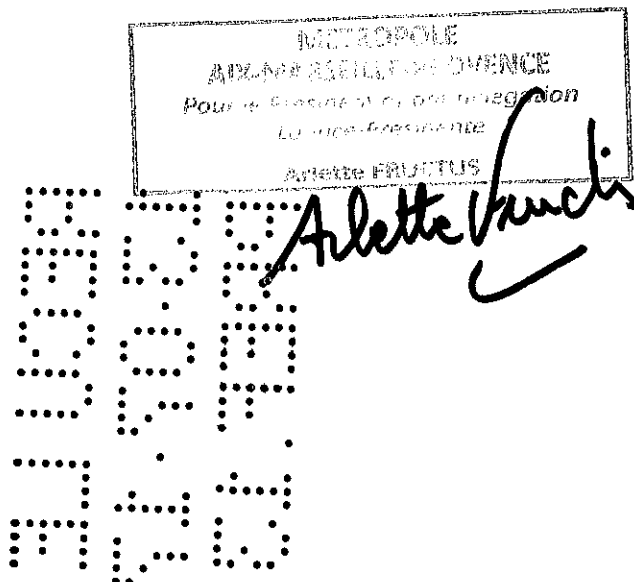
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 78)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	4 420 776,75 €	4 790 221,58 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Subvention d'équipement versée-aux organismes publics	(A) 221 038,00 €	(B) 221 038,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 176 830,40 €
Solde à verser		(B-C) 44 207,60 €

Fait à MARSEILLE

le :

12 JUL. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	899 822,00	9,02%
Subvention Etat	221 038,00	2,21%
Sous-total Subventions	1 120 860,00	11,23%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	7 685 589,00	77,01%
Prêt CDC foncier	777 291,00	7,79%
Prêts Autres	239 728,98	2,40%
Sous-total Prêts	8 702 608,98	87,20%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	156 156,07	1,56%
Sous-total Fonds Propres	156 156,07	1,56%
Total du Financement (I + II + III)	9 979 625,05	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	9 979 625,05	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 790 221,58 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	78	1 685,21 m²
Logements « Individuel »	0	0,00 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	78	1 685,21 m²
Assiette *	:	4 790 221,58 €
Taux de subvention	:	4,61 %
SUBVENTION	:	221 038,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 78	Surface utile	1 685,21 m²
Assiette : 4 790 221,58 €	SUBVENTION	221 038,00 €
	Taux moyen de subvention	4,61 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

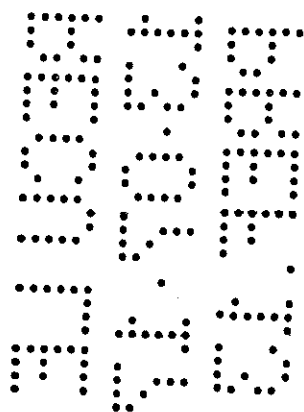
SUBVENTION	:	221 038,00 €
------------	---	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	451 957,71 €
Coût du bâtiment ou des travaux	7 832 071,06 €
Prestations intellectuelles et frais	1 175 331,47 €
Prix de Revient H.T.	9 459 360,24 €

Montant de la TVA	520 264,81 €
Prix de revient TTC	9 979 625,05 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	5 921,89 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



17 / 318 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2012130550018_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500057

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

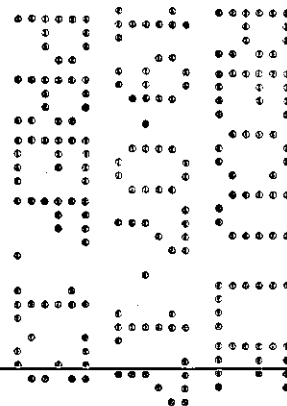
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS - PLAI LE CLOS BOLMON
Quartier du Jaume
RN 888
13160 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

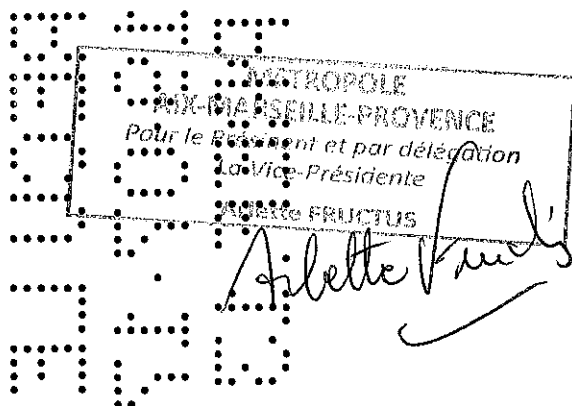
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	29/10/2012	20121305500058
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		
72 bis rue Perrin Solliers		
Ville :	13291 Marseille Cedex 06	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	931 510,58 €	939 800,71 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 47 000,00 €	(B) 47 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 37 600,00 €
Solde à verser		(B-C) 9 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

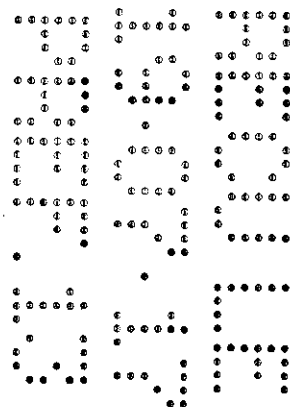
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	33 000,00	11,16%
Surcharge foncière	6 000,00	2,03%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	9 000,00	3,04%
Conseil Général	18 000,00	6,09%
Sous-total Subventions	66 000,00	22,33%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	73 597,00	24,90%
Prêt CDC logement	114 844,00	38,85%
Sous-total Prêts	188 441,00	63,75%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	41 161,48	13,92%
Sous-total Fonds Propres	41 161,48	13,92%
Total du Financement (I + II + III)	295 602,48	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	14 000,00	1,79%
Surcharge foncière	14 000,00	1,79%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	21 000,00	2,68%
Conseil Général	42 000,00	5,37%
Sous-total Subventions	91 000,00	11,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	211 053,00	26,97%
Prêt CDC logement	329 338,00	42,08%
Sous-total Prêts	540 391,00	69,05%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	151 187,49	19,32%
Sous-total Fonds Propres	151 187,49	19,32%
Total du Financement (I + II + III)	782 578,49	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	60 000,00	5,56%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	2,78%
Subvention Etat	47 000,00	4,36%
Surcharge foncière	20 000,00	1,85%
Sous-total Subventions	157 000,00	14,56%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	444 182,00	41,20%
Prêt CDC foncier	284 650,00	26,40%



Sous-total Prêts	728 832,00	67,60%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	192 348,97	17,84%
Sous-total Fonds Propres	192 348,97	17,84%
Total du Financement (I + II + III)	1 078 180,97	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 078 180,97	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

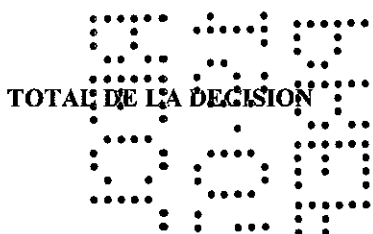
I - Assiette de la subvention : 939 800,71 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	386,32 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	386,32 m²
Assiette *	:	686 411,83 €
Taux de subvention	:	2,04 %
SUBVENTION	:	14 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	142,61 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	142,61 m²
Assiette *	:	253 388,88 €
Taux de subvention	:	13,02 %
SUBVENTION	:	33 000,00 €



TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	528,93 m²
Assiette : 939 800,71 €	SUBVENTION :	47 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	528,93 m²
Assiette de subvention	:	234 509,73 €
Taux de subvention	:	8,53 %
Montant de subvention	:	20 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

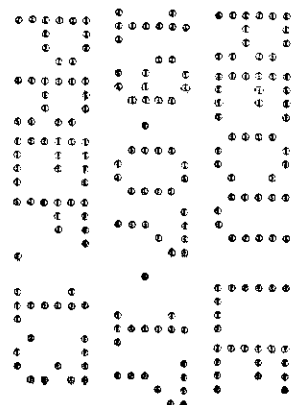
SUBVENTION	:	67 000,00 €
------------	---	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	298 824,23 €
Coût du bâtiment ou des travaux	698 077,56 €
Prestations intellectuelles et frais	25 531,20 €
Décision No : 20171305500057	Page : 4/6

Prix de Revient H.T.	1 022 432,99 €
Montant de la TVA	55 747,98 €
Prix de revient TTC	1 078 180,97 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 038,42 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



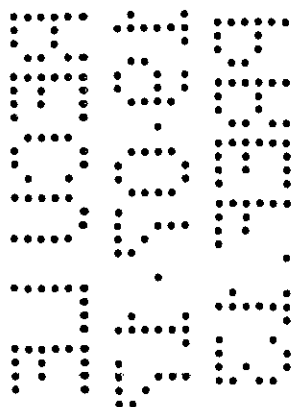
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	20 000,00	8,53%
Sous-total Subventions	20 000,00	8,53%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	214 509,73	91,47%
Sous-total Prêts	214 509,73	91,47%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	234 509,73	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	234 509,73	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	79 339,50 €
Surface utile totale	528,93 m²
Dont SU Collectif	528,93
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	298 824,23 €
Assiette de subvention (dépassement)	234 509,73 €
Taux de la subvention	8,53 %



17 / 319 / D _

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2012130550018_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500056

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

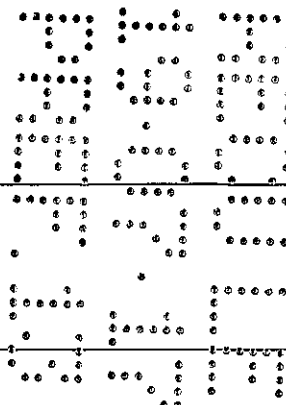
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - PLAI LE CLOS BOLMON
Quartier du Jaume
RN 888
13160 Châteauneuf-les-Martigues



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

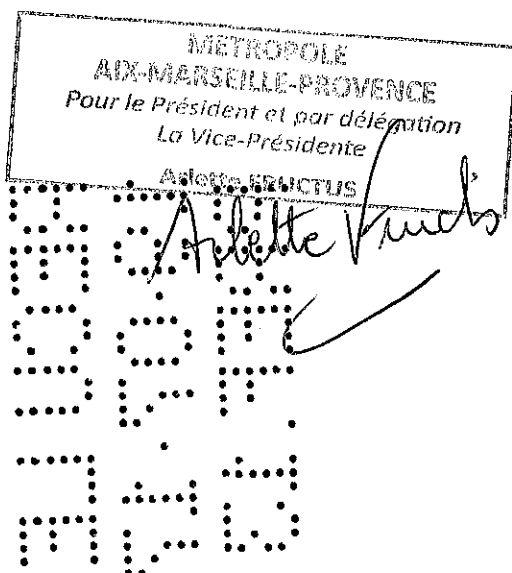
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	29/10/2012	20121305500059
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		
72 bis rue Perrin Solliers		
Ville :	13291 Marseille Cedex 06	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	151 285,00 €	234 509,73 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	20 000,00	20 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 7 940,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 060,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017



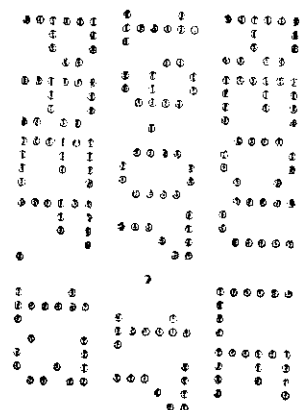
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	20 000,00	8,53%
Sous-total Subventions	20 000,00	8,53%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	214 509,73	91,47%
Sous-total Prêts	214 509,73	91,47%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	234 509,73	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	234 509,73	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	79 339,50 €
Surface utile totale	528,93 m²
Dont SU Collectif	528,93
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	298 824,23 €
TVA de la charge fonciere	15 025,00 €
Charge foncière TTC	313 849,23 €
Assiette de subvention (dépassement)	234 509,73 €
Taux de la subvention	8,53 %



17 / 320 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
 2010130550065_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 058811670

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20171305500059

Nature de l'opération
 Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
 13028 La Ciotat

Exercice
 2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

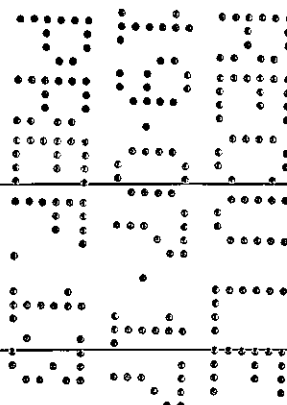
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - RESIDENCE BEAUVILLARD
 Groupe scolaire
 Avenue de la Marine
 13600 La Ciotat



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

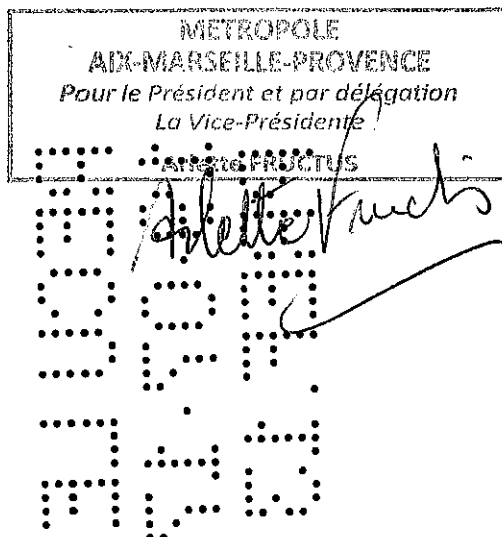
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	20/12/2010	20101305500109
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		
72 bis rue Perrin Solliers		
Ville :	13291 Marseille Cedex 06	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	944 427,84 €	1 064 859,64 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 30 000,00 €	(B) 30 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 9 000,00 €
Solde à verser		(B-C) 21 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 000,00	1,89%
Surcharge foncière	30 000,00	1,89%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	1,89%
Conseil Régional	95 520,00	6,03%
Sous-total Subventions	185 520,00	11,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	606 887,00	38,29%
Prêt CDC foncier	322 237,00	20,33%
Prêts Autres	888,80	0,06%
Sous-total Prêts	930 012,80	58,67%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	469 616,75	29,63%
Sous-total Fonds Propres	469 616,75	29,63%
Total du Financement (I + II + III)	1 585 149,55	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 585 149,55	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 064 859,64 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

10

736,44 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

10

736,44 m²

Assiette *

Taux de subvention

SUBVENTION

: 1 064 859,64 €

: 2,82 %

: 30 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10

Assiette : 1 064 859,64 €

Surface utile

SUBVENTION

Taux moyen de subvention

: 736,44 m²

: 30 000,00 €

: 2,82 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale

Assiette de subvention

Taux de subvention

Montant de subvention

:

:

:

:

736,44 m²

738 243,55 €

4,06 %

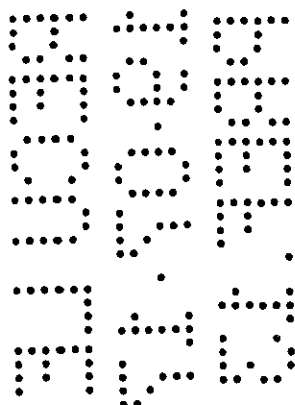
:

30 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION**SUBVENTION :****60 000,00 €****II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge immobilière HT	972 477,72 €
Coût du bâtiment ou des travaux	485 724,59 €
Prestations intellectuelles et frais	96 522,25 €
Prix de Revient H.T.	1 554 724,56 €
Montant de la TVA	30 424,99 €
Prix de revient TTC	1 585 149,55 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 152,45 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



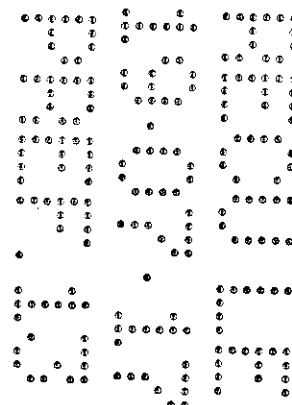
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 000,00	4,06%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	4,06%
Conseil Régional	95 520,00	12,94%
Sous-total Subventions	155 520,00	21,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	322 237,00	43,65%
Sous-total Prêts	322 237,00	43,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	260 486,55	35,28%
Sous-total Fonds Propres	260 486,55	35,28%
Total du Financement (I + II + III)	738 243,55	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	738 243,55	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	846 906,00 €
Surface utile totale	736,44 m²
Dont SU Collectif	736,44
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	972 477,72 €
Assiette de subvention (dépassement)	738 243,55 €
Taux de la subvention	4,06 %



17 / 321 / D 3

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2010130550065_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500058

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2017

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - RESIDENCE BEAUVILLARD
Groupe scolaire
Avenue de la Marine
13600 La Ciotat

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

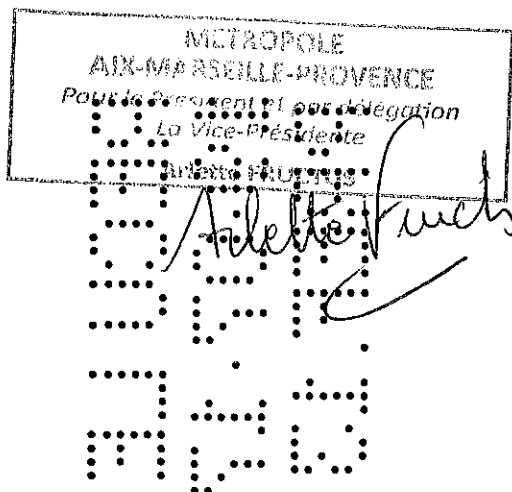
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	20/12/2010	20101305500110
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		
72 bis rue Perrin Solliers		
Ville :	13291 Marseille Cedex 06	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	594 836,00 €	738 243,55 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	30 000,00	30 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 9 330,00 €
Solde à verser		(B-C) 20 670,00 €

Fait à MARSEILLE

le : **17 JUL. 2017**



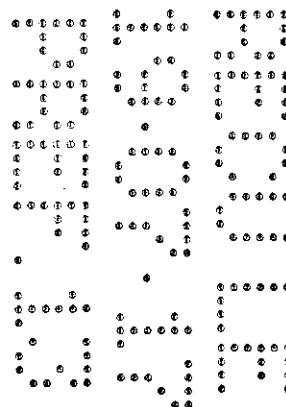
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 000,00	4,06%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	4,06%
Conseil Régional	95 520,00	12,94%
Sous-total Subventions	155 520,00	21,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	322 237,00	43,65%
Sous-total Prêts	322 237,00	43,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	260 486,55	35,28%
Sous-total Fonds Propres	260 486,55	35,28%
Total du Financement (I + II + III)	738 243,55	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	738 243,55	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	846 906,00 €
Surface utile totale	736,44 m²
Dont SU Collectif	736,44
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	972 477,72 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	972 477,72 €
Assiette de subvention (dépassement)	738 243,55 €
Taux de la subvention	4,06 %



17 / 322 / D1

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2011130550026_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

690802053

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500053

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

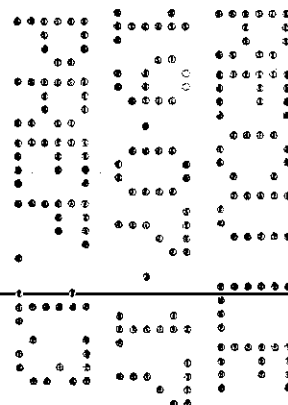
Opération : PLUS PLAI - QUARTIER LES FOURNEILLIERS - 48 logts

Bâtiments G J K

Bâtiments G J K

Bld Jean-Jacques Rousseau

13220 Châteauneuf-les-Martigues



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500174
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 690802053		
Adresse :		

2 r du docteur sanieres

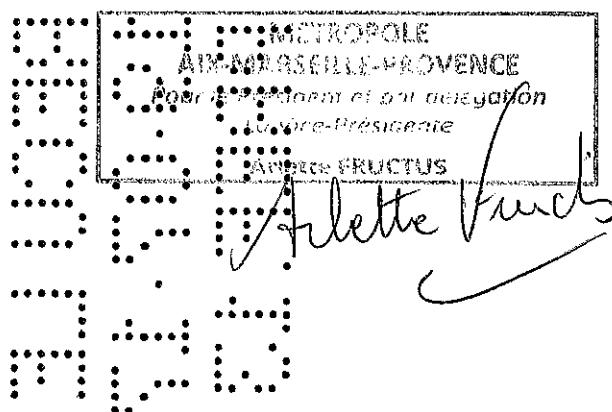
Ville :	31000 Toulouse
Exercice :	2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 48)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	4 841 265,52 €	4 808 140,23 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 249 000,00 €	(B) 249 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 199 200,00 €
Solde à verser		(B-C) 49 800,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

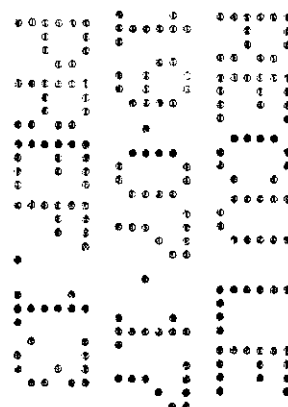
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	187 000,00	7,51%
Surcharge foncière	34 012,30	1,37%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	68 000,00	2,73%
Conseil Général	289 000,00	11,61%
1% - Concours Privilégié	120 000,00	4,82%
Sous-total Subventions	698 012,30	28,05%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	980 793,00	39,41%
Prêt CDC foncier	560 780,00	22,53%
Sous-total Prêts	1 541 573,00	61,94%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	249 194,00	10,01%
Sous-total Fonds Propres	249 194,00	10,01%
Total du Financement (I + II + III)	2 488 779,30	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	62 000,00	1,49%
Surcharge foncière	61 987,70	1,49%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	124 000,00	2,99%
Conseil Général	248 000,00	5,98%
1% - Concours Privilégié	160 000,00	3,86%
Sous-total Subventions	655 987,70	15,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 928 727,00	46,49%
Prêt CDC foncier	1 109 463,00	26,74%
Sous-total Prêts	3 038 190,00	73,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	454 410,91	10,95%
Sous-total Fonds Propres	454 410,91	10,95%
Total du Financement (I + II + III)	4 148 588,61	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	537 000,00	8,09%
1% - Concours Privilégié	280 000,00	4,22%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	192 000,00	2,89%
Subvention Etat	249 000,00	3,75%
Surcharge foncière	96 000,00	1,45%
Sous-total Subventions	1 354 000,00	20,40%



II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 909 520,00	43,84%
Prêt CDC foncier	1 670 243,00	25,16%
Sous-total Prêts	4 579 763,00	69,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	703 604,91	10,60%
Sous-total Fonds Propres	703 604,91	10,60%
Total du Financement (I + II + III)	6 637 367,91	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 637 367,91	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 808 140,23 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	31	1 904,83 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	31	1 904,83 m²
Assiette *	:	3 099 702,09 €
Taux de subvention	:	2,00 %
SUBVENTION	:	62 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	17	1 049,87 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	17	1 049,87 m²
Assiette *	:	1 708 438,14 €
Taux de subvention	:	10,95 %
SUBVENTION	:	187 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 48	Surface utile :	2 954,70 m²
Assiette : 4 808 140,23 €	SUBVENTION :	249 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,18 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharges foncières

Surface utile totale	:	2 954,70 m²
Assiette de subvention	:	1 644 573,03 €
Taux de subvention	:	5,84 %
Montant de subvention	:	96 000,00 €

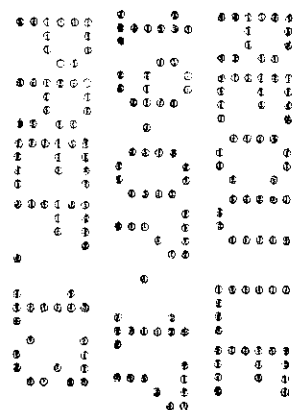
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	:	345 000,00 €
-------------------	---	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 980 668,03 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 330 592,43 €
Prestations intellectuelles et frais	85 015,53 €
Prix de Revient H.T.	6 396 275,99 €
Montant de la TVA	241 091,92 €
Prix de revient TTC	6 637 367,91 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 246,38 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



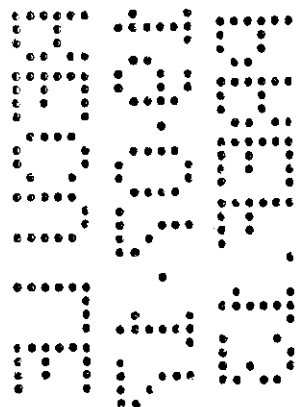
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	96 000,00	5,96%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	192 000,00	11,92%
Conseil Général	537 000,00	33,33%
Sous-total Subventions	825 000,00	51,20%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	786 359,00	48,80%
Sous-total Prêts	786 359,00	48,80%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 611 359,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 611 359,00	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	443 205,00 €
Surface utile totale	2 954,70 m²
Dont SU Collectif	2 954,70
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 980 668,03 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 644 573,03 €
Taux de la subvention	5,84 %



17 / 323 / D

DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2011130550026_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

690802053

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A.M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500052

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

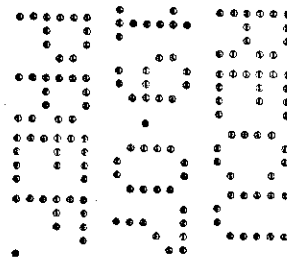
Opération : PLUS PLAI - QUARTIER LES FOURNEILLIERS - 48 logts

Bâtiments G J K

Bâtiments G J K

Bld Jean-Jacques Rousseau

13220 Châteauneuf-les-Martigues



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500175
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 690802053		
Adresse :		

2 r du docteur sanieres

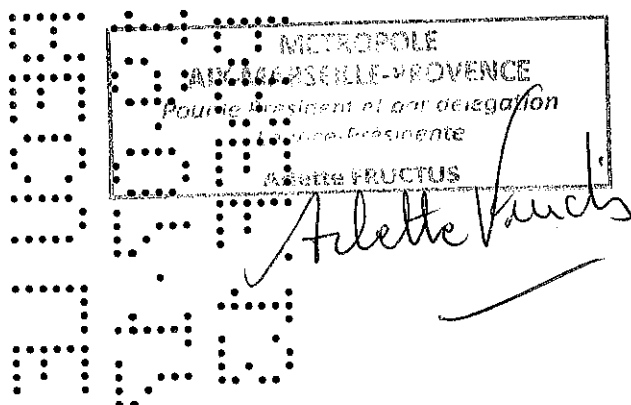
Ville :	31000 Toulouse
Exercice :	2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 48)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 607 313,50 €	1 644 573,03 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	96 000,00	96 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 76 800,00 €
Solde à verser		(B-C) 19 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017



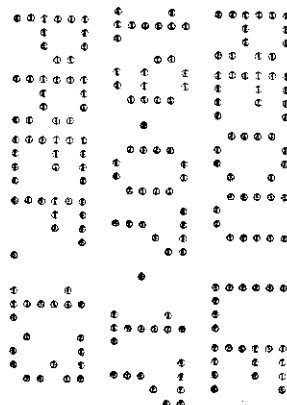
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	96 000,00	5,96%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	192 000,00	11,92%
Conseil Général	537 000,00	33,33%
Sous-total Subventions	825 000,00	51,20%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	786 359,00	48,80%
Sous-total Prêts	786 359,00	48,80%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 611 359,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 611 359,00	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	443 205,00 €
Surface utile totale	2 954,70 m²
Dont SU Collectif	2 954,70
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 980 668,03 €
TVA de la charge foncière	107 110,00 €
Charge foncière TTC	2 087 778,03 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 644 573,03 €
Taux de la subvention	5,84 %



17 / 324 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2011130550025_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
690802053

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500051

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

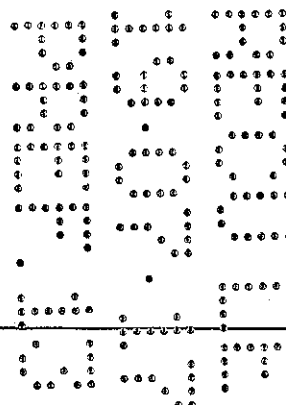
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS - PLAI QUARTIER LES FOURNEILLIERS - 24 logts
Bâtiments H et I
Bâtiments H et I
Bld Jean-Jacques Rousseau
13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

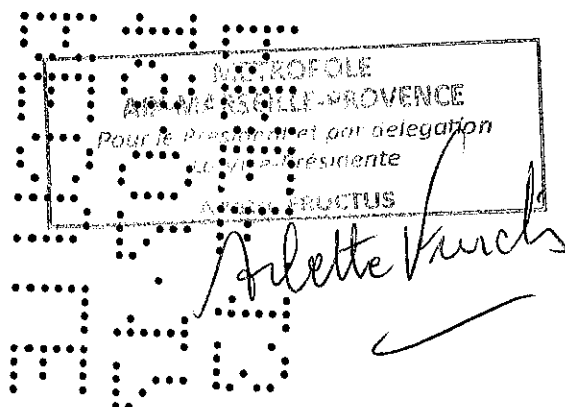
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500172
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 690802053		
Adresse :		
2 r du docteur sanieres		
Ville :	31000 Toulouse	
Exercice :	2011	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 24)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 530 491,52 €	2 492 219,96 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 120 000,00 €	(B) 120 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 94 800,00 €
Solde à verser		(B-C) 25 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 000,00	7,43%
Surcharge foncière	16 369,05	1,38%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	32 000,00	2,70%
Conseil Général	128 000,00	10,81%
1% - Concours Privilégié	60 000,00	5,07%
Sous-total Subventions	324 369,05	27,39%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	433 956,00	36,65%
Prêt CDC foncier	281 973,00	23,81%
Sous-total Prêts	715 929,00	60,46%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	143 840,01	12,15%
Sous-total Fonds Propres	143 840,01	12,15%
Total du Financement (I + II + III)	1 184 138,06	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	32 000,00	1,40%
Surcharge foncière	31 630,95	1,38%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	64 000,00	2,79%
Conseil Général	136 000,00	5,94%
1% - Concours Privilégié	80 000,00	3,49%
Sous-total Subventions	343 630,95	15,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	951 829,00	41,55%
Prêt CDC foncier	606 031,00	26,46%
Sous-total Prêts	1 557 860,00	68,01%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	389 240,00	16,99%
Sous-total Fonds Propres	389 240,00	16,99%
Total du Financement (I + II + III)	2 290 730,95	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	264 000,00	7,60%
1% - Concours Privilégié	140 000,00	4,03%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	96 000,00	2,76%
Subvention Etat	120 000,00	3,45%
Surcharge foncière	48 000,00	1,38%
Sous-total Subventions	668 000,00	19,22%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 385 785,00	39,88%
Prêt CDC foncier	888 004,00	25,56%
Sous-total Prêts	2 273 789,00	65,44%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	533 080,01	15,34%
Sous-total Fonds Propres	533 080,01	15,34%
Total du Financement (I + II + III)	3 474 869,01	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 474 869,01	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 492 219,96 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 023,39 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16	1 023,39 m²
Assiette *	:	1 646 426,99 €
Taux de subvention	:	1,94 %
SUBVENTION	:	32 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	525,73 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	525,73 m²
Assiette *	:	845 792,97 €
Taux de subvention	:	10,40 %
SUBVENTION	:	88 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	1 549,12 m²
Assiette : 2 492 219,96 €	SUBVENTION :	120 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,81 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 549,12 m²
Assiette de subvention	:	862 537,01 €
Taux de subvention	:	5,56 %
Montant de subvention	:	48 000,00 €

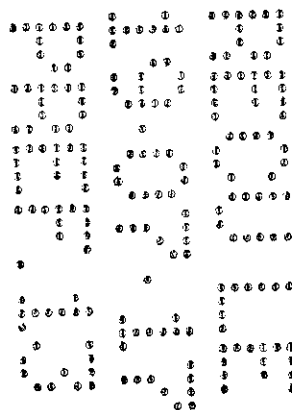
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	168 000,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Chargé foncière HT	1 037 801,01 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 278 488,06 €
Prestations intellectuelles et frais	33 263,10 €
Prix de Revient H.T.	3 349 552,17 €
Montant de la TVA	125 316,84 €
Prix de revient TTC	3 474 869,01 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 243,12 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



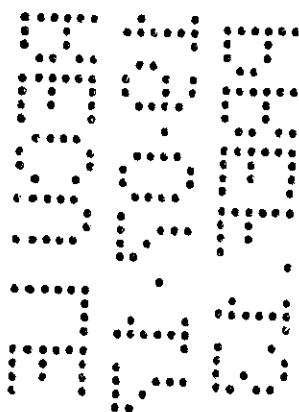
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	48 000,00	5,56%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	96 000,00	11,13%
Conseil Général	260 220,01	30,17%
Sous-total Subventions	404 220,01	46,86%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	458 317,00	53,14%
Sous-total Prêts	458 317,00	53,14%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	862 537,01	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	862 537,01	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	232 368,00 €
Surface utile totale	1 549,12 m²
Dont SU Collectif	1 549,12
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 037 801,01 €
Assiette de subvention (dépassement)	862 537,01 €
Taux de la subvention	5,56 %





17 / 325 / D

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISEDECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERENuméro d'opération :
2011130550025_CN° SIREN du maître d'ouvrage
690802053Famille d'organisme
Entreprises HLMDécisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-ProvenceN° de décision
20171305500050Nature de l'opération
NeufCommune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-MartiguesExercice
2017

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Nature des logements

Logements ordinaires

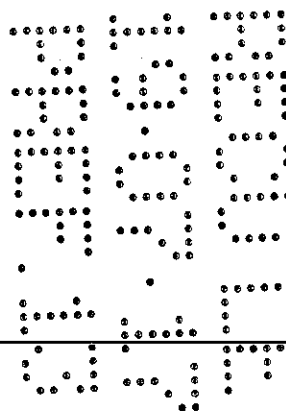
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS - PLAI QUARTIER LES FOURNEILLIERS - 24 logts
 Bâtiments H et I
 Bâtiments H et I
 Bld Jean-Jacques Rousseau
 13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500173
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 690802053		
Adresse :		

2 r du docteur sanieres

Ville :	31000 Toulouse
Exercice :	2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 24)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	858 317,00 €	862 537,01 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	48 000,00	48 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 38 400,00 €
Solde à verser		(B-C) 9 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017

METROPOLITAIN
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
Le Vice-Présidente
ANNE CHUCTUS
Filette Chuch

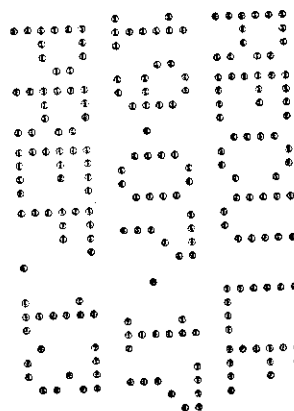
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	48 000,00	5,56%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	96 000,00	11,13%
Conseil Général	260 220,01	30,17%
Sous-total Subventions	404 220,01	46,86%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	458 317,00	53,14%
Sous-total Prêts	458 317,00	53,14%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	862 537,01	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	862 537,01	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	232 368,00 €
Surface utile totale	1 549,12 m²
Dont SU Collectif	1 549,12
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 037 801,01 €
TVA de la charge foncière	57 104,00 €
Charge foncière TTC	1 094 905,01 €
Assiette de subvention (dépassement)	862 537,01 €
Taux de la subvention	5,56 %



17 / 326 / D _

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2011130550009_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

690802053

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500049

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

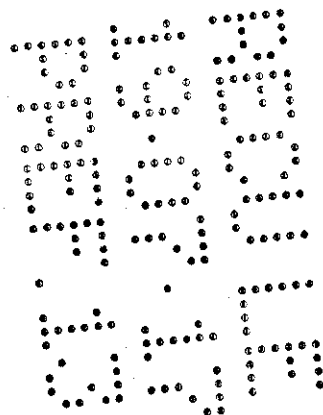
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Exercice

2017

Opération : PLUS - PLAI CHATEAUNEUF VILLAGE

Bld Jean-Jacques Rousseau

13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500156
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 690802053		
Adresse :		

2 r du docteur sanieres

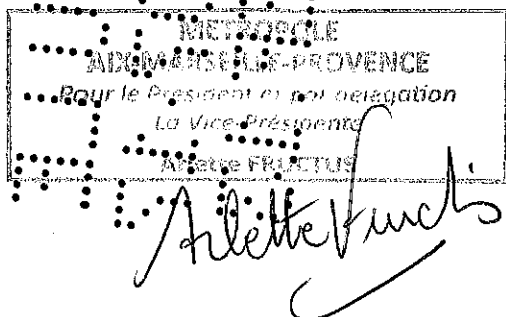
Ville :	31000 Toulouse
Exercice :	2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 39)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	3 834 217,63 €	3 947 472,45 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 243 000,00 €	(B) 243 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 129 033,00 €
Solde à verser		(B-C) 113 967,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

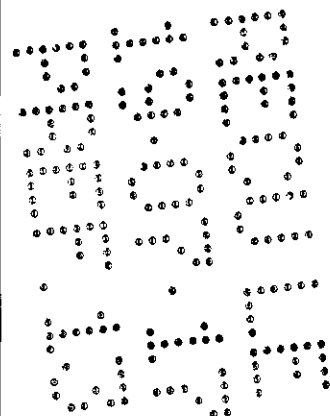
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	75 000,00	1,92%
Surcharge foncière	57 064,66	1,46%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	100 000,00	2,56%
1%.	141 025,00	3,61%
Conseil Régional	305 770,00	7,84%
Sous-total Subventions	678 859,66	17,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 920 501,00	49,22%
Prêt CDC foncier	1 034 395,00	26,51%
Sous-total Prêts	2 954 896,00	75,73%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	268 130,00	6,87%
Sous-total Fonds Propres	268 130,00	6,87%
Total du Financement (I + II + III)	3 901 885,66	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	168 000,00	11,71%
Surcharge foncière	20 935,34	1,46%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	56 000,00	3,90%
1%.	78 975,00	5,51%
Conseil Régional	171 230,00	11,94%
Sous-total Subventions	495 140,34	34,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	504 986,00	35,21%
Prêt CDC foncier	284 034,00	19,80%
Sous-total Prêts	789 020,00	55,01%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	150 152,94	10,47%
Sous-total Fonds Propres	150 152,94	10,47%
Total du Financement (I + II + III)	1 434 313,28	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	156 000,00	2,92%
Conseil Régional	477 000,00	8,94%
1%.	220 000,00	4,12%
Subvention Etat	243 000,00	4,55%
Surcharge foncière	78 000,00	1,46%
Sous-total Subventions	1 174 000,00	22,00%



II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 425 487,00	45,45%
Prêt CDC foncier	1 318 429,00	24,71%
Sous-total Prêts	3 743 916,00	70,16%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	418 282,94	7,84%
Sous-total Fonds Propres	418 282,94	7,84%
Total du Financement (I + II + III)	5 336 198,94	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 336 198,94	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 947 472,45 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	25	1 789,91 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	25	1 789,91 m²
Assiette *	:	2 902 932,02 €
Taux de subvention	:	2,58 %
SUBVENTION	:	75 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	644,05 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	14	644,05 m²
Assiette *	:	1 044 540,43 €
Taux de subvention	:	16,08 %
SUBVENTION	:	168 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 39	Surface utile :	2 433,96 m²
Assiette : 3 947 472,45 €	SUBVENTION :	243 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	6,16 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 433,96 m²
Assiette de subvention	:	1 288 227,94 €
Taux de subvention	:	6,05 %
Montant de subvention	:	78 000,00 €

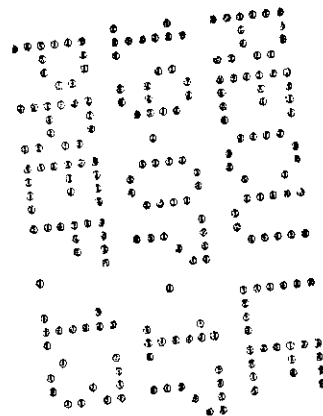
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	321 000,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 594 411,41 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 502 345,03 €
Prestations intellectuelles et frais	46 813,52 €
Prix de Revient H.T.	5 143 569,96 €
Montant de la TVA	192 628,98 €
Prix de revient TTC	5 336 198,94 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 192,39 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



Aide : Surcharge foncière

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

17 / 327 / D

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2011130550009_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
690802053

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A.M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500037

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - PLAI CHATEAUNEUF VILLAGE
Bld Jean-Jacques Rousseau
13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500157
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 690802053		
Adresse :		

2 r du docteur sanieres

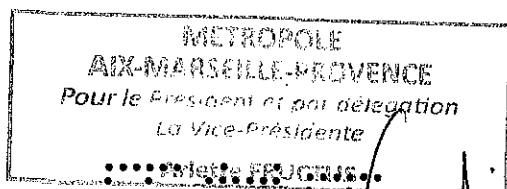
Ville :	31000 Toulouse
Exercice :	2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 39)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	778 748,50 €	1 288 227,94 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	78 000,00	78 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 62 400,00 €
Solde à verser		(B-C) 15 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017



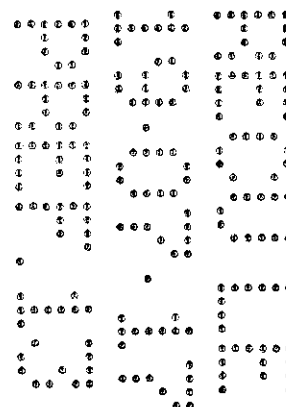
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 000,00	6,05%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	156 000,00	12,11%
Conseil Général	19 832,94	1,54%
Sous-total Subventions	253 832,94	19,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 034 395,00	80,30%
Sous-total Prêts	1 034 395,00	80,30%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 288 227,94	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 288 227,94	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	365 094,00 €
Surface utile totale	2 433,96 m²
Dont SU Collectif	2 433,96
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 594 411,41 €
TVA de la charge foncière	58 910,53 €
Charge foncière TTC	1 653 321,94 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 288 227,94 €
Taux de la subvention	6,05 %



17 / 328 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2010130550066_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500061

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

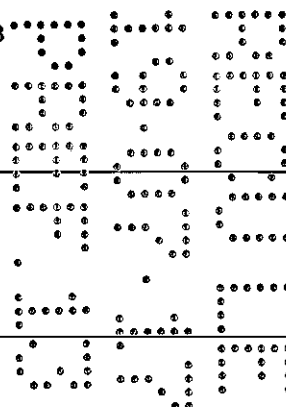
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - RESIDENCE LOUIS PECOUT
Groupe scolaire
Chemin de Fardeloup
13600 La Ciotat



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	20/12/2010	20101305500112
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		

72 bis rue Perrin Solliers

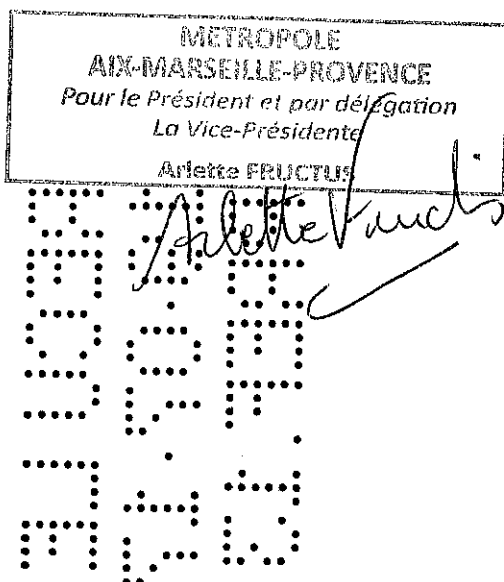
Ville :	13291 Marseille Cedex 06
Exercice :	2010

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	569 712,23 €	674 458,11 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 18 000,00 €	(B) 18 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 5 400,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUL. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 000,00	2,01%
Surcharge foncière	18 000,00	2,01%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	2,01%
Conseil Régional	57 432,00	6,40%
Sous-total Subventions	111 432,00	12,42%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	344 867,00	38,43%
Prêt CDC foncier	182 514,00	20,34%
Prêts Autres	457,78	0,05%
Sous-total Prêts	527 838,78	58,82%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	258 168,58	28,77%
Sous-total Fonds Propres	258 168,58	28,77%
Total du Financement (I + II + III)	897 439,36	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	897 439,36	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 674 458,11 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

6

473,12 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

6

473,12 m²

Assiette *

:

674 458,11 €

Taux de subvention

• • • • •

• • • • •

• • • • •

2,67 %

SUBVENTION

• • • • •

• • • • •

• • • • •

18 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile

473,12 m²

Assiette : 674 458,11 €

SUBVENTION

:

18 000,00 €

Taux moyen de subvention

• • • • •

• • • • •

• • • • •

2,67 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale

:

473,12 m²

Assiette de subvention

:

353 351,36 €

Taux de subvention

:

5,09 %

Montant de subvention

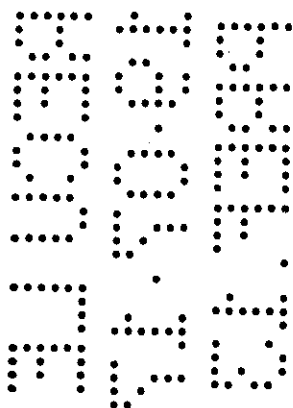
:

18 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION**SUBVENTION :****36 000,00 €****II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge immobilière HT	485 161,94 €
Coût du bâtiment ou des travaux	335 320,45 €
Prestations intellectuelles et frais	56 767,89 €
Prix de Revient H.T.	877 250,28 €
Montant de la TVA	20 189,08 €
Prix de revient TTC	897 439,36 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 896,85 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



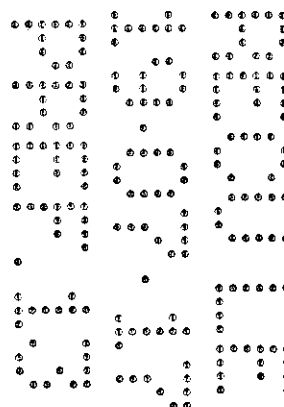
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 000,00	5,09%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	5,09%
Conseil Régional	57 432,00	16,25%
Sous-total Subventions	93 432,00	26,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	182 514,00	51,65%
Sous-total Prêts	182 514,00	51,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	77 405,36	21,91%
Sous-total Fonds Propres	77 405,36	21,91%
Total du Financement (I + II + III)	353 351,36	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	353 351,36	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	544 088,00 €
Surface utile totale	473,12 m²
Dont SU Collectif	473,12
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	485 161,94 €
Assiette de subvention (dépassement)	353 351,36 €
Taux de la subvention	5,09 %



17 / 329 / D

DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
 2010130550066_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 058811670

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20171305500060

Nature de l'opération
 Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
 13028 La Ciotat

Exercice
 2017

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ... S.A. ERILIA 72 bis rue Perrin Solliers 13291 Marseille Cedex 06

Nature des logements

Logements ordinaires

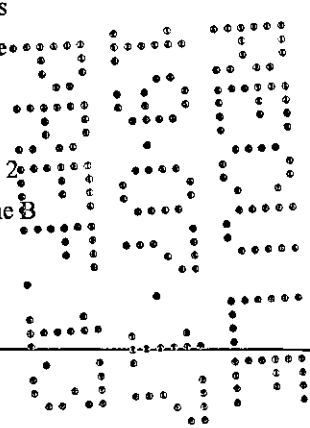
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS - RESIDENCE LOUIS PECOUT Groupe scolaire Chemin de Fardeloup 13600 La Ciotat
--

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	20/12/2010	20101305500113
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		

72 bis rue Perrin Solliers

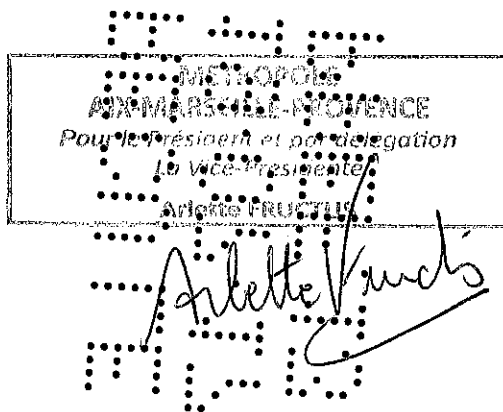
Ville :	13291 Marseille Cedex 06
Exercice :	2010

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	282 095,50 €	353 351,36 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	18 000,00	18 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 18 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : **17 JUL. 2017**



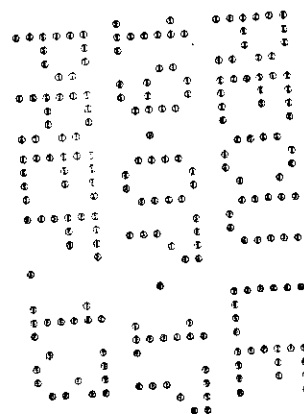
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 000,00	5,09%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	5,09%
Conseil Régional	57 432,00	16,25%
Sous-total Subventions	93 432,00	26,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	182 514,00	51,65%
Sous-total Prêts	182 514,00	51,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	77 405,36	21,91%
Sous-total Fonds Propres	77 405,36	21,91%
Total du Financement (I + II + III)	353 351,36	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	353 351,36	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	544 088,00 €
Surface utile totale	473,12 m²
Dont SU Collectif	473,12
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	485 161,94 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	485 161,94 €
Assiette de subvention (dépassement)	353 351,36 €
Taux de la subvention	5,09 %



Création d'une régie de recettes des Transports Métropolitains pour l'encaissement des produits de la vente des titres de transport relevant de la pluralité des titres Métropolitains : via le site internet, application mobile ou encaissement au comptant.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 12 juillet 2017,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes des Transports Métropolitains pour l'encaissement des produits de la vente des titres de transport relevant de la pluralité des titres Métropolitains : via le site internet, application mobile ou encaissement au comptant.

Les recettes de la régie s'impacteront sur le budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Il est créé des sous-régies de recettes dont les modalités sont précisées dans leurs actes constitutifs.

Article 3 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Direction des Transports
Les Docks
Atrium 10.7- 10 place de la Joliette
13002 Marseille.

Article 4 :

La régie encaisse les différents titres de transport ci-dessous :

- Titres de transport des diverses gammes tarifaires
- Fourniture de carte à puce vierge lors de la vente ou le renouvellement de carte
- Fourniture de carte à puce suite à une perte
- Infraction
- Location de mini bus avec chauffeur

Article 5 :

Les recettes du Site de Vente à Distance sont encaissées par :

- Carte bancaire (Système billettique internet)

Ces recettes sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un titre de transport physique ou dématérialisé.

Dès l'achat sur le site ou sur l'application mobile, un courriel de confirmation est adressé à l'acheteur.

Les recettes issues de la vente directe des titres de transports urbains et interurbains sont encaissées exclusivement en :

- Carte bleue,
- Numéraire,
- Chèque bancaire,
- Virement sur compte de dépôt.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur soit d'une facture, d'un titre de transport papier, d'une carte magnétique, d'une carte à puce ou d'une quittance d'infraction.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom de la régie une régie de recettes des Transports Métropolitains auprès du Comptable Public Assignataire.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de la recette des finances de Marseille Métropole la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2017

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à la Ville de Marseille pour la réalisation d'un bassin de rétention à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition;

PREAMBULE

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine Vallon de Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la Ville de Marseille en vue d'obtenir la mise à disposition d'une parcelle de terrain sise 78 boulevard Bouge, afin de réaliser sous la place des Cèdres un bassin de rétention de 3 500 m³ destiné à compenser les imperméabilisations issues de l'aménagement des espaces publics du projet de rénovation urbaine.

CONSIDERANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine Vallon de Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin qu'une parcelle de terrain appartenant à la Ville de Marseille lui soit mise à disposition afin de permettre le démarrage des travaux de création d'un bassin de rétention des eaux pluviales ;
- Qu'à cette fin une convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la Ville de Marseille, propriétaire du terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la Ville de Marseille une convention portant mise à disposition au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle de terrain d'une contenance de 1 998 m² environ cadastrée section 881 L n° 36 sise 78 boulevard Bouge à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation on interviendra de plein droit à la date de livraison des ouvrages à réaliser sur la parcelle en cause.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/332/D

Refinancement du capital restant dû de cinq contrats d'emprunt à taux variable en un contrat à taux fixe avec la CEPAC en 2017

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération n°FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le budget primitif 2017 de la Métropole ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance de tous les termes du montage de refinancement du 19 juin 2017 établie par la Caisse d'Epargne CEPAC, pour répondre aux objectifs de gestion de dette.

DECIDE

Article 1 :

De procéder à la signature d'un nouveau contrat de prêt avec la CEPAC, en substitution des contrats de prêt n°A29110HS, n°A2912D9, n°A2914172, n°A291406A et n°A29130KS, pour un emprunt global d'un montant total de 122 412 500 € correspondant au refinancement du Capital Restant Dû (CRD) au titre des contrats d'emprunt sus-indiqués, à la date du 25 août 2017.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2017

Les principales caractéristiques et conditions financières sont décrites ci-après :

Montant	122 412 500 €
Durée	19 ans
Date de départ de l'amortissement	25/08/2017
Date de première échéance	25/08/2018
Date de dernière échéance	25/08/2019
Taux d'intérêt <u>maximum</u> applicable	2,05%
Amortissement	linéaire
Périodicité des échéances	annuelle
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Possible à chaque date d'échéance moyennant le respect du préavis contractuel de 30 jours et le paiement d'une indemnité actuarielle.
Commissions et frais	Néant

Article 2:

De dédier entièrement les fonds provenant de ce prêt soit 122 412 500 €, répartis de la façon suivante:

- 88 662 500 € au Budget Principal,
- 33 750 000 € au Budget annexe des Transports.

Article 3:

De signer l'ensemble de la documentation financière nécessaire à cette opération.

Article 4:

D'acquitter la totalité des intérêts courus non échus (ICNE) d'un montant de 421 466,15 € au titre des contrats n°A29110HS, n°A2912D9, n°A2914172, n°A291406A et n°A29130KS.

La Métropole devra également s'acquitter du paiement de 10 000 € de frais de dossier.

La souscription du prêt visé ci-dessus, le paiement à la date du 25 aout 2017 des ICNE et des frais de dossier de 10 000€ libéreront la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'ensemble de ses obligations au titre des contrats susvisés à la date à laquelle la CEPAC aura reçu parfait paiement de la totalité des sommes dues et précisées ci-avant.

Les indemnités évaluées au titre du réaménagement des contrats n°A29110HS, n°A2912D9, n°A2914172, n°A291406A et n°A29130KS s'élèvent à 3 051 750 € et sont intégrées dans les conditions financières d'équilibre du nouveau prêt.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16.

Article 5:

Le tableau d'amortissement de l'emprunt est présenté ci-dessous :

Date de début	Date de fin	Capital restant dû	Amortissements
25/08/2017	25/08/2018	122 412 500	6 442 763
25/08/2018	25/08/2019	115 969 737	6 442 763
25/08/2019	25/08/2020	109 526 974	6 442 763
25/08/2020	25/08/2021	103 084 211	6 442 763
25/08/2021	25/08/2022	96 641 447	6 442 763
25/08/2022	25/08/2023	90 198 684	6 442 763
25/08/2023	25/08/2024	83 755 921	6 442 763
25/08/2024	25/08/2025	77 313 158	6 442 763
25/08/2025	25/08/2026	70 870 395	6 442 763
25/08/2026	25/08/2027	64 427 632	6 442 763
25/08/2027	25/08/2028	57 984 868	6 442 763
25/08/2028	25/08/2029	51 542 105	6 442 763
25/08/2029	25/08/2030	45 099 342	6 442 763
25/08/2030	25/08/2031	38 656 579	6 442 763
25/08/2031	25/08/2032	32 213 816	6 442 763
25/08/2032	25/08/2033	25 771 053	6 442 763
25/08/2033	25/08/2034	19 328 289	6 442 763
25/08/2034	25/08/2035	12 885 526	6 442 763
25/08/2035	25/08/2036	6 442 763	6 442 763

Article 6:

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide que le remboursement du présent emprunt contracté avec la CEPAC s'effectuera dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2017

Article 7:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/333/D

Mission Elu :Déjeuner de travail avec Mr Bruno Lemaire, Ministre de l'Economie et des Finances avec le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative au remboursement des frais de mission des élus métropolitains et des membres du Bureau

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Transports.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2017

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Jean-Pierre Serrus est autorisé à accompagner le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux Ministère de l'économie et des Finances, le mercredi 26 juillet 2017 à 12h30, 139 rue de bercy, à Paris pour un déjeuner de travail.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/334/D

Emprunt de 45 M€ sur une durée de 15 ans auprès de la Société Générale.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le Budget Primitif 2017 de la Métropole ;
- L'arrêté n°16/119/CM du 8 avril 2016 donnant délégation de fonction à M. Roland Blum, 14ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole a pris connaissance de tous les termes de l'offre de financement du 17 juillet 2017 établie par la Société Générale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2017,

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Société Générale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Juillet 2017

Objet	Financement du programme d'investissements 2017
Montant du prêt	45 000 000 €
Durée	15 ans
Taux d'intérêt maximum	1,25 %
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Soulte de rupture des conditions financières	L'Emprunteur devra régler à la SG une soulte de rupture des conditions financières correspondant aux coûts de dénouement , pertes et frais supportés ou réputés supportés par la SG résultant notamment de l'absence de décaissement, du non-respect des paramètres d'application du taux tels que figurant dans la Confirmation, de la modification des dates et des montants de remboursement prévus, de l'exigibilité anticipée du Prêt , du remboursement anticipé du Prêt ou encore de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt. Dans l'hypothèse où la soulte de dénouement de rupture des conditions financières constituerait un gain net pour la SG, ledit gain sera reversé par la SG à l'Emprunteur.
Commissions d'engagement	néant

Article 2:

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 45 000 000 € au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3:

Est donnée à Monsieur Roland Blum, Vice-président aux Finances, délégation pour toper les conditions définitives du tirage à « Taux fixe de marché » visés à l'article 1 de la présente décision ainsi que de signer les confirmations correspondantes.

Le contrat sera lui signé par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, Monsieur Jean-Claude Gaudin.

Article 4:

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/335/D

Emprunt de 45 M€ sur une durée de 20 ans auprès de la Société Générale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération n°FAG032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le Budget Primitif 2017 de la Métropole ;
- L'arrêté n°16/119/CM du 8 avril 2016 donnant délégation de fonction à M. Roland Blum, 14ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole a pris connaissance de tous les termes de l'offre de financement en date du 17 juillet 2017 établie par la Société Générale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2017,

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Juillet 2017

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Société Générale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2017
Montant du prêt	45 000 000 €
Durée	20 ans
Taux d'intérêt maximum	1,51%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Soulte de rupture des conditions financières	L'Emprunteur devra régler à la SG une soulte de rupture des conditions financières correspondant aux coûts de dénouement , pertes et frais supportés ou réputés supportés par la SG résultant notamment de l'absence de décaissement, du non-respect des paramètres d'application du taux tels que figurant dans la Confirmation, de la modification des dates et des montants de remboursement prévus, de l'exigibilité anticipée du Prêt , du remboursement anticipé du Prêt ou encore de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt. Dans l'hypothèse où la soulte de dénouement de rupture des conditions financières constituerait un gain net pour la SG, ledit gain sera reversé par la SG à l'Emprunteur.
Commissions d'engagement	néant

Article 2:

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 45 000 000 € au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3:

Est donnée à Monsieur Roland Blum, Vice-président aux Finances, délégation pour toper les conditions définitives du tirage à « Taux fixe de marché » visés à l'article 1 de la présente décision ainsi que de signer les confirmations correspondantes.

Le contrat sera lui signé par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur Jean-Claude Gaudin.

Article 4:

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/336/D

Emprunt de 18,5 M€ sur une durée de 10 ans auprès de l'AFL

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération n°FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le Budget Primitif 2017 de la Métropole ;

CONSIDÉRANT

Que la Métropole a pris connaissance de tous les termes de l'offre de financement en date du 17 juillet 2017 établie par l'Agence France Locale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2017,

DECIDE

Article 1 :

Sont signés des contrats de prêts avec l'Agence France Locale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Juillet 2017

Objet	Financement du programme d'investissements 2017
Montant	18 500 000 €
Durée	10 ans
Taux d'intérêt	Euribor 3 Mois + 0,48 %
Mode d'amortissement	Trimestriel, linéaire
Base de calcul	Exact/360
Indemnités de remboursements anticipés	Si le taux d'intérêt contractuel de la Tranche ou du Crédit concerné est un index variable assorti de la Marge Totale, l'indemnité de remboursement anticipé à acquitter par l'Emprunteur, le cas échéant, est égale à la différence, si celle-ci est positive, entre la valeur actuelle de la Marge Totale appliquée à l'échéancier résiduel sur la période contractuelle restant à couvrir, et la valeur actuelle de la Marge de Réemploi à la date du remboursement, appliqué à l'échéancier résiduel sur la même période. L'actualisation est effectuée sur la base de la courbe des swaps.
Commissions et frais	Néant

Article 2:

Sont dédiés entièrement les fonds provenant de ce prêt soit 18 500 000 €, au financement des investissements 2017 du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3:

Est signée l'ensemble de la documentation financière afférent à l'emprunt.

Article 4:

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Juillet 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/337/D

**Convention de sous-occupation pour les locaux 28 rue du Musée 13001
Marseille**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 12/220/D du 29 septembre 2012 donnant à bail à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole les locaux 28 rue du Musée 13001 Marseille

PREAMBULE

La Société Noé Concept titulaire du marché de collecte et de nettoyage va assurer ces missions pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Afin de permettre au sous-occupant d'assurer ses missions d'intérêt général, la Métropole Aix-Marseille-Provence va mettre à sa disposition deux locaux situés 28 rue du Musée – 13001 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Août 2017

Ces deux biens font l'objet de deux baux signés le 11 septembre 2012 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI Karen et Naomy, avec prise d'effet le 1er octobre 2012 : bail n° 12/1343 pour les locaux de droite, n° 12/1342 pour les locaux de gauche.

La convention est conclue dans les conditions suivantes :

- Durée : 1 an à compter du 1^{er} septembre, renouvelable tacitement par période d'un an
- Prix : convention à titre gratuit
- Local n°1 : ouverture et fermeture du local selon les plages horaires définies, stockage et manutention de containers pour le tri des déchets
- Ce local pourra accueillir du public et notamment les commerçants du secteur amenés à venir déposer leurs déchets.
- Local n°2 : mêmes conditions de stockage et d'ouverture. Seul le sous-occupant aura accès au local.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du marché de collecte et nettoyage, il y a lieu de mettre à disposition du prestataire les locaux situés 28 rue du Musée – 13001 Marseille.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise cette occupation à titre gratuit à compter du 1^{er} septembre 2017, pour une durée d'un an.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention de sous-occupation avec la Société Noé Concept à compter du 1^{er} septembre 2017 pour une durée d'un an.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/338/D

Autorisation de l'EPAD à attribuer le marché relatif à la mission d'assistance au montage du dossier d'opportunité à la société Ingerop.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 762/15 du 20 juillet 2015 par laquelle le SAN Ouest Provence confie à l'EPAD un mandat d'études préalable en vue d'améliorer l'accessibilité de l'Entrée Nord d'Istres ;
- La délibération n° URB 024-1829/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un avenant n° 1 permettant à l'EPAD de réaliser une étude d'opportunité destinée aux services de l'Etat afin de juger l'intérêt du projet et de son impact sur les conditions d'écoulement du trafic et le niveau de sécurité du réseau routier national et prorogeant la durée de validité du mandat d'études de 3 mois, portant la durée totale de ce dernier à 28 mois ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

CONSIDÉRANT

- Que le mandat d'études avait pour objectif l'étude de la réalisation d'aménagements routiers transitoires visant à améliorer l'accessibilité sur le secteur Nord d'Istres dans l'attente de la réalisation de l'A56, pour permettre le développement des projets d'aménagement ;
- Que cette opération constitue un « projet d'aménagement du Réseau Routier National (RRN) » en raison de sa greffe à l'actuelle RN 1569 ;
- Qu'au regard de l'ampleur du projet, il convient de déposer un dossier d'opportunité auprès des services de l'Etat (Préfet Coordinateur des itinéraires routiers) afin de juger l'intérêt du projet et de son impact sur les conditions d'écoulement du trafic et le niveau de sécurité du réseau routier national ;
- Que dans ce contexte, la société Ingérop, sise Valad Parc - Bat C1 – 1, boulevard de l'Océan – BP 93 – F 13273 Marseille Cedex 9 a été retenue pour la prestation de faisabilité technique du dossier d'opportunité (descriptions des solutions / scénarii et impacts) ;

DECIDE

Article 1 :

Est autorisé à l'EPAD d'attribuer le marché relatif à la mission d'assistance au montage du dossier d'opportunité à la société Ingérop, sise Valad Parc - Bat C1 – 1, boulevard de l'Océan – BP 93 – F 13273 Marseille Cedex 9, pour un montant de 24 225 € HT soit 29 070 € TTC.

Article 2:

L'intervention de la société Ingérop aura une durée de deux mois à compter de la notification du marché.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501400, nature 237, opération 2017501400.

Article 4:

Le directeur de l'EPAD Ouest Provence est autorisé à signer ledit marché.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/339/D

Autorisation de l'EPAD à attribuer le marché relatif, en tranche ferme à l'investigation sur les sols.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 42/09 du 18 février 2009 par laquelle Ouest Provence a approuvé un mandat d'études avec l'Épad portant sur le suivi des études pour la dépollution des terrains de l'ancienne cartonnerie de Fos-sur-Mer et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer, notifié le 25 mars 2009 ;
- Les décisions n° 542/10 du 28 septembre 2010, n° 272/12 du 12 avril 2012, n° 226/14 du 5 mars 2014, n° 148/15 du 6 février 2015, n° 16/204/D du 23 septembre 2016 et n° 17/258/D du 16 juin 2017, approuvant les avenants successifs n° 1, 2, 3, 4, 5 et 6 pour proroger les délais de validité du mandat d'études afin de permettre à l'EPAD de finaliser le rendu de sa mission, de compléter les études urbaines et de dépollution, de permettre une concertation adéquate avec l'Etat, les Collectivités et la population, d'arrêter une orientation d'aménagement compatible avec la nature du site et de finaliser le rendu de la mission mais également de permettre à l'EPAD de poursuivre les études et travaux nécessaires et prévus dans le mandat d'études initial ;

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC des Portes de la Mer a été créée en 1994 mais que, suite à la découverte de pollutions générées par l'ancienne activité du site (cartonnerie Voisin-Pascal), son aménagement est suspendu dans l'attente d'une modification de son dossier de réalisation ;
- Que dans le cadre de l'évolution du dossier d'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer, des études complémentaires concernant des investigations sur les sols et la rédaction du dossier de Servitude d'Utilité Publique sont nécessaires ;
- Qu'au regard des conclusions de ces études, la nécessité de la réalisation d'études hydrauliques et de la rédaction d'un dossier Loi sur l'Eau pourra être définie ;
- Que dans ce contexte, la société BURGEAP, sise 940, route de l'aérodrome – BP- 51260 – 84911 Avignon Cedex 9, a été retenue ;

DECIDE

Article 1 :

Est Autorisé à l'EPAD d'attribuer le marché relatif, en tranche ferme à l'investigation sur les sols, le dossier de Servitude d'Utilité Publique et en tranche conditionnelle à la gestion des eaux pluviales et à la rédaction du dossier Loi sur l'Eau de la ZAC des Portes de la Mer à la société BURGEAP, sise 940, route de l'aérodrome – BP- 51260 – 84911 Avignon Cedex 9, pour un montant de 12 830 € HT soit 15 396 € TTC pour la tranche ferme, et 10 220 € HT soit 12 264 € TTC pour la tranche conditionnelle.

Article 2:

L'intervention de la société BURGEAP aura une durée de quatorze semaines pour la tranche ferme à compter de la notification du marché et douze semaines pour la tranche conditionnelle, à compter de la validation des investigations réalisées sur les sols, objet de la tranche ferme de la mission.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501400, nature 237, opération 2017501400.

Article 4:

Le directeur de l'EPAD Ouest Provence est autorisé à signer ledit marché.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/340/D

Autorisation de l'EPAD à attribuer le marché relatif à la mission d'assistance au montage du dossier d'opportunité à la société ALGOE

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 762/15 du 20/07/2015 par laquelle le SAN Ouest Provence confie à l'EPAD un mandat d'études préalable en vue d'améliorer l'accessibilité de l'Entrée Nord d'Istres ;
- La délibération n° URB 024-1829/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un avenant n° 1 permettant à l'EPAD de réaliser une étude d'opportunité destinée aux services de l'Etat afin de juger l'intérêt du projet et de son impact sur les conditions d'écoulement du trafic et le niveau de sécurité du réseau routier national et prorogeant la durée de validité du mandat d'études de 3 mois, portant la durée totale de ce dernier à 28 mois ;

CONSIDÉRANT

- Que le mandat d'études avait pour objectif l'étude de la réalisation d'aménagements routiers transitoires visant à améliorer l'accessibilité sur le secteur Nord d'Istres dans l'attente de la réalisation de l'A56, pour permettre le développement des projets d'aménagement ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

- Que cette opération constitue un « projet d'aménagement du Réseau Routier National (RRN) » en raison de sa greffe à l'actuelle RN 1569 ;
- Qu'au regard de l'ampleur du projet, il convient de déposer un dossier d'opportunité auprès des services de l'Etat (Préfet Coordinateur des itinéraires routiers) afin de juger l'intérêt du projet et de son impact sur les conditions d'écoulement du trafic et le niveau de sécurité du réseau routier national ;
- Que dans ce contexte, la société Algoé consultants, sise au 9, bis route de Champagne, CS 60208 - 69134 Ecully Cedex, a été retenue pour la mission d'assistance au montage du dossier d'opportunité pour la structuration et la présentation des justifications du besoin à assurer ;

DECIDE

Article 1 :

Est autorisé à l'EPAD d'attribuer le marché relatif à la mission d'assistance au montage du dossier d'opportunité à la société Algoé Consultants, sise au 9, bis route de Champagne, CS 60208 - 69134 Ecully Cedex, pour un montant forfaitaire de 19 530 € HT pour la réalisation de la prestation et un montant unitaire de 300 € HT par jour pour la réalisation de prestations complémentaires selon les besoins de l'étude, dans la limite de cinq jours d'intervention soit un total de 1 500 € HT.

Article 2 :

L'intervention de la société Algoé Consultants aura une durée de deux mois à compter de la notification du marché.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501400 , nature 237, opération 2017501400.

Article 4 :

Le directeur de l'EPAD Ouest Provence est autorisé à signer ledit marché.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

17 / 341 / D

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550044_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500071

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13205 Marseille - 5e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : PLUS / PLAI - HAMEAU 5ème
Boulevard des Frères Godchot
13005 MARSEILLE



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE...

Département : Bouches du Rhône Date : 22/11/2013

N° de décision
20131305500169

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville : 13291 Marseille Cedex 06

Exercice : 2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

1 948 131,86 €

Recalculée

1 948 131,86 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 60 000,00 €

(B) 60 000,00 €

Montant des acomptes versés

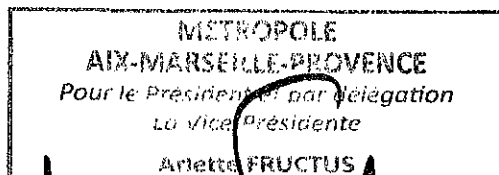
(C) 42 360,00 €

Solde à verser

(B-C) 17 640,00 €

Fait à MARSEILLE

le :



Ariette Fructus

[Signature]

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	7 000,00	0,44%
Surcharge foncière	17 347,50	1,10%
Subvention EPCI	30 000,00	1,90%
Ville de Marseille	50 000,00	3,17%
1%.	17 000,00	1,08%
Sous-total Subventions	121 347,50	7,70%
II - Partie Prêts		
1%.	367 620,58	23,32%
Prêt CDC logement	571 075,00	36,22%
Prêt CDC foncier	416 763,00	26,43%
Sous-total Prêts	1 355 458,58	85,97%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	99 819,72	6,33%
Sous-total Fonds Propres	99 819,72	6,33%
Total du Financement (I + II + III)	1 576 625,80	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	53 000,00	7,15%
Surcharge foncière	8 152,50	1,10%
Subvention EPCI	15 000,00	2,02%
Ville de Marseille	25 000,00	3,37%
1%.	8 500,00	1,15%
Sous-total Subventions	109 652,50	14,80%
II - Partie Prêts		
1%.	22 379,42	3,02%
Prêt CDC logement	268 382,00	36,22%
Prêt CDC foncier	195 861,00	26,43%
Sous-total Prêts	486 622,42	65,68%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	144 664,42	19,52%
Sous-total Fonds Propres	144 664,42	19,52%
Total du Financement (I + II + III)	740 939,34	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville de Marseille	75 000,00	3,24%
1%.	25 500,00	1,10%
Subvention Etat	60 000,00	2,59%
Subvention EPCI	45 000,00	1,94%

Surcharge foncière	25 500,00	1,10%
Sous-total Subventions	231 000,00	9,97%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	839 457,00	36,22%
Prêt CDC foncier	612 624,00	26,43%
1%.	390 000,00	16,83%
Sous-total Prêts	1 842 081,00	79,48%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	244 484,14	10,55%
Sous-total Fonds Propres	244 484,14	10,55%
Total du Financement (I + II + III)	2 317 565,14	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 317 565,14	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 948 131,86 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	712,54 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	712,54 m²
Assiette *	:	1 325 302,54 €
Taux de subvention	:	0,53 %
SUBVENTION	:	7 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	334,86 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	334,86 m²
Assiette *	:	622 829,32 €
Taux de subvention	:	8,51 %
SUBVENTION	:	53 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	1 047,40 m²
Assiette : 1 948 131,86 €	SUBVENTION :	60 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,08 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 047,40 m²
Assiette de subvention	:	537 174,31 €
Taux de subvention	:	4,75 %
Montant de subvention	:	25 500,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	85 500,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	662 166,79 €
Prestations intellectuelles et frais	1 482 412,68 €
Prix de Revient H.T.	55 033,80 €
Montant de la TVA	2 199 613,27 €
Prix de revient TTC	117 951,87 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 317 565,14 €
	2 212,68 €

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	25 500,00	4,75%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	25 500,00	4,75%
1%.	25 500,00	4,75%
Sous-total Subventions	76 500,00	14,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	460 674,31	85,76%
Sous-total Prêts	460 674,31	85,76%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	537 174,31	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	537 174,31	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	157 110,00 €
Surface utile totale	1 047,40 m²
Dont SU Collectif	1 047,40
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	662 166,79 €
Assiette de subvention (dépassement)	537 174,31 €
Taux de la subvention	4,75 %

DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2013130550044_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500070

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13205 Marseille - 5e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2.

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS / PLAI - HAMEAU 5ème
Boulevard des Frères Godchot
13005 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône
Date : 22/11/2013

N° de décision
20131305500168

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville : 13291 Marseille Cedex 06

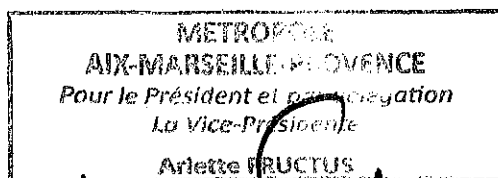
Exercice : 2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	517 357,92 €	537 174,31 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	25 500,00	25 500,00
Montant des acomptes versés		(C) 20 400,00 €
Solde à verser		(B-C) 5 100,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 24 JUL. 2017



Arlette Fructus

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	25 500,00	4,75%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	25 500,00	4,75%
1%.	25 500,00	4,75%
Sous-total Subventions	76 500,00	14,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	460 674,31	85,76%
Sous-total Prêts	460 674,31	85,76%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	537 174,31	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	537 174,31	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	157 110,00 €
Surface utile totale	1 047,40 m²
Dont SU Collectif	1 047,40
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	662 166,79 €
TVA de la charge foncière	32 117,52 €
Charge foncière TTC	694 284,31 €
Assiette de subvention (dépassement)	537 174,31 €
Taux de la subvention	4,75 %

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2010130550064_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500065

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - RESIDENCE BUCELLE
Groupe Scolaire
Avenue Marcel Camusso
13600 La Ciotat

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

20/12/2010

N° de décision

20101305500105

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville :

13291 Marseille Cedex 06

Exercice :

2010

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 5)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

563 642,01 €

581 224,32 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 15 000,00 €

(B) 15 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 4 500,00 €

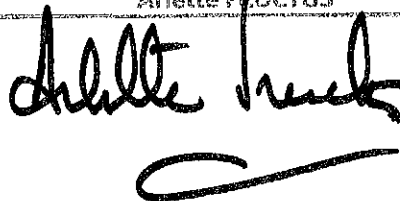
Solde à verser

(B-C) 10 500,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 24 JUIL. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	15 000,00	1,83%
Surcharge foncière	15 000,00	1,83%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	15 000,00	1,83%
Conseil Régional	59 220,00	7,23%
Sous-total Subventions	104 220,00	12,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	357 981,00	43,70%
Prêt CDC foncier	182 349,00	22,26%
Prêts Autres	457,67	0,06%
Sous-total Prêts	540 787,67	66,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	174 109,12	21,26%
Sous-total Fonds Propres	174 109,12	21,26%
Total du Financement (I + II + III)	819 116,79	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	819 116,79	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 581 224,32 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

411,13 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

5

411,13 m²

Assiette *

581 224,32 €

Taux de subvention

2,58 %

SUBVENTION

15 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5

Surface utile :

411,13 m²

Assiette : 581 224,32 €

SUBVENTION :

15 000,00 €

Taux moyen de subvention :

2,58 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale

411,13 m²

Assiette de subvention

346 317,29 €

Taux de subvention

4,33 %

Montant de subvention

15 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION**SUBVENTION : 30 000,00 €****II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge immobilière HT	432 026,46 €
Coût du bâtiment ou des travaux	310 367,05 €
Prestations intellectuelles et frais	57 064,47 €
Prix de Revient H.T.	799 457,98 €
Montant de la TVA	19 658,81 €
Prix de revient TTC	819 116,79 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 992,35 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C: PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	15 000,00	4,33%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	15 000,00	4,33%
Conseil Régional	71 180,00	20,55%
Sous-total Subventions	101 180,00	29,22%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	182 349,00	52,65%
Sous-total Prêts	182 349,00	52,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	62 788,29	18,13%
Sous-total Fonds Propres	62 788,29	18,13%
Total du Financement (I + II + III)	346 317,29	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	346 317,29	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	472 799,50 €
Surface utile totale	411,13 m²
Dont SU Collectif	411,13
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	432 026,46 €
Assiette de subvention (dépassement)	346 317,29 €
Taux de la subvention	4,33 %

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2010130550064_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500064

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2017

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - RESIDENCE BUCELLE
Groupe Scolaire
Avenue Marcel Camusso
13600 La Ciotat

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône Date : 20/12/2010

N° de décision

20101305500106

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme,...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville :

13291 Marseille Cedex 06

Exercice :

2010

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 5)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

248 361,00 €

346 317,29 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

15 000,00

15 000,00

Montant des acomptes versés

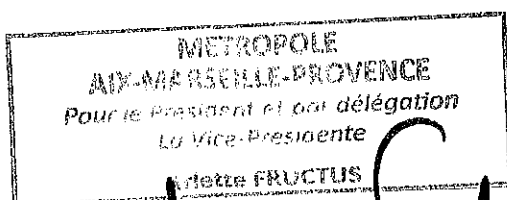
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 15 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 24 JUL. 2017



Signature: Juliette Fructus

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

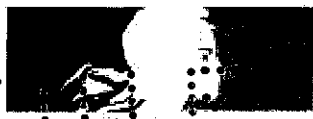
Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	15 000,00	4,33%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	15 000,00	4,33%
Conseil Régional	71 180,00	20,55%
Sous-total Subventions	101 180,00	29,22%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	182 349,00	52,65%
Sous-total Prêts	182 349,00	52,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	62 788,29	18,13%
Sous-total Fonds Propres	62 788,29	18,13%
Total du Financement (I + II + III)	346 317,29	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	346 317,29	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	472 799,50 €
Surface utile totale	411,13 m²
Dont SU Collectif	411,13
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	432 026,46 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	432 026,46 €
Assiette de subvention (dépassement)	346 317,29 €
Taux de la subvention	4,33 %

17 / 345 / 0



Liberté, Égalité, Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RE
DE
PREF 13

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2010130550067_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500068

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : PLUS - RESIDENCE VIREBELLE

Groupe scolaire

Chemin de Virebelle

13600 La Ciotat

FICHE DE FIN D'OPERATION

.. Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône Date : 20/12/2010

N° de décision : 20101305500103

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERIEIA

SA HLM/ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville : 13291 Marseille Cedex 06

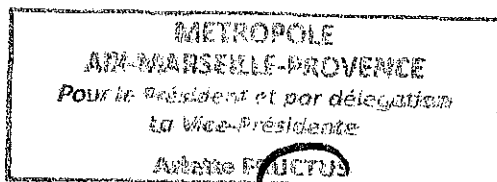
Exercice : 2010

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 4)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	401 931,43 €	423 969,78 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 12 000,00 €	(B) 12 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 3 600,00 €
Solde à verser		(B-C) 8 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 24 JUL. 2017



Arlette PUGET

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	1,91%
Surcharge foncière	12 000,00	1,91%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	12 000,00	1,91%
Conseil Régional	42 300,00	6,74%
Sous-total Subventions	78 300,00	12,47%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	251 663,00	40,09%
Prêt CDC foncier	130 998,00	20,87%
Prêts Autres	424,16	0,07%
Sous-total Prêts	383 085,16	61,03%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	166 304,08	26,49%
Sous-total Fonds Propres	166 304,08	26,49%
Total du Financement (I + II + III)	627 689,24	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	627 689,24	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 423 969,78 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

292,84 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

4

292,84 m²

Assiette *

:

423 969,78 €

Taux de subvention

:

2,83 %

SUBVENTION

:

12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

292,84 m²

Assiette : 423 969,78 €

SUBVENTION :

12 000,00 €

Taux moyen de subvention :

2,83 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale :

292,84 m²

Assiette de subvention :

290 923,24 €

Taux de subvention :

4,12 %

Montant de subvention :

12 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION**SUBVENTION :****24 000,00 €****II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge immobilière H.T.	329 978,52 €
Coût du bâtiment ou des travaux	239 565,21 €
Prestations intellectuelles et frais	42 725,34 €
Prix de Revient H.T.	612 269,07 €
Montant de la TVA	15 420,17 €
Prix de revient TTC	627 689,24 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 143,45 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	4,12%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	12 000,00	4,12%
Conseil Régional	42 300,00	14,54%
Sous-total Subventions	66 300,00	22,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	130 998,00	45,03%
Sous-total Prêts	130 998,00	45,03%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	93 625,24	32,18%
Sous-total Fonds Propres	93 625,24	32,18%
Total du Financement (I + II + III)	290 923,24	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	290 923,24	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	336 766,00 €
Surface utile totale	292,84 m²
Dont SU Collectif	292,84
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	329 978,52 €
Assiette de subvention (dépassement)	290 923,24 €
Taux de la subvention	4,12 %

17 / 346 / D

REC
2017
PREF 13

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2010130550067_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500067

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2017

Opération : PLUS - RESIDENCE VIREBELLE
Groupe scolaire
Chemin de Virebelle
13600 La Ciotat

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département
Bouches du Rhône
Date
20/12/2010
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
S.A. ERILIA
SA HLM / ESH
Code bénéficiaire : 058811670
Adresse :

N° de décision
20101305500104

72 bis rue Perrin Solliers

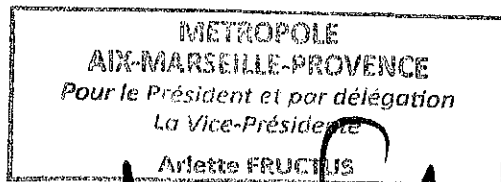
Ville : 13291 Marseille Cedex 06
Exercice : 2010

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 4)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	201 730,00 €	290 923,24 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 000,00	12 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 24 JUL. 2017



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Proportions
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	4,12%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	12 000,00	4,12%
Conseil Régional	42 300,00	14,54%
Sous-total Subventions	66 300,00	22,76%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	130 998,00	45,03%
Sous-total Prêts	130 998,00	45,03%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	93 625,24	32,18%
Sous-total Fonds Propres	93 625,24	32,18%
Total du Financement (I + II + III)	290 923,24	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	290 923,24	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	336 766,00 €
Surface utile totale	292,84 m²
Dont SU Collectif	292,84
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	329 978,52 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	329 978,52 €
Assiette de subvention (dépassement)	290 923,24 €
Taux de la subvention	4,12 %



17 / 347 / 0

17.07.17
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550066_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500066

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : PLAI RESIDENCE VAL DES PINS MARSEILLE

21, chemin de Château Gombert

13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

30/12/2014

N° de décision

20141305500124

Bénéficiaire: (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT DACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

107 267,51 €

107 267,51 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 15 000,00 €

(B) 15 000,00 €

Montant des acomptes versés

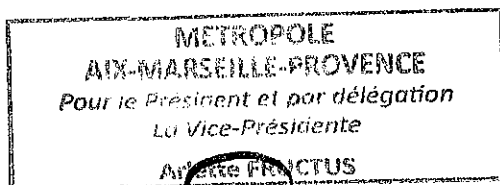
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 15 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 24 JUL. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	15 000,00	11,47%
Conseil Général	12 825,00	9,80%
Conseil Régional	30 600,00	23,39%
Subvention EPCI	3 000,00	2,29%
Ville	5 000,00	3,82%
Subvention Autres	12 825,00	9,80%
Sous-total Subventions	79 250,00	60,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	13 800,00	10,55%
Prêt CDC logement	35 202,00	26,91%
Sous-total Prêts	49 002,00	37,46%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	2 556,93	1,95%
Sous-total Fonds Propres	2 556,93	1,95%
Total du Financement (I + II + III)	130 808,93	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	130 808,93	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 107 267,51 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

66,35 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

66,35 m²

Assiette * : 107 267,51 €

Taux de subvention : 13,98 %

SUBVENTION : 15 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile : 66,35 m²

Assiette : 107 267,51 €

SUBVENTION : 15 000,00 €

Taux moyen de subvention : 13,98 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 15 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

105 941,03 €

Décision No : 20171305500066

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	9 746,42 €
Prestations intellectuelles et frais	8 758,67 €
Prix de Revient H.T.	124 446,12 €
Montant de la TVA	6 362,81 €
Prix de revient TTC	130 808,93 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 971,50 €
Type d'opération :	Hors opération spécifique

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/348/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé 13 rue Camille Pelletan à La Ciotat appartenant à Monsieur et Madame Leblanc.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 006-485/13/CC du 28 juin 2013 approuvant les conditions de délégation à l'Etablissement Public Foncier du droit de préemption urbain sur le territoire communautaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

- La délibération du Conseil de la Métropole n° 073-203/16/CM du 28 avril 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 6 juin 2017 enregistrée sous le numéro DA 13028 17 0267 portant aliénation d'un lot de copropriété appartenant à Monsieur et Madame Leblanc, dépendant de l'immeuble sis 13 rue Camille Pelletan à La Ciotat cadastré Section AD n°189.

CONSIDÉRANT

- Que cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le centre ancien de La Ciotat et permettra de répondre aux objectifs de revitalisation du cœur de ville par le renforcement de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier PACA pour l'acquisition d'un lot de copropriété d'une superficie de 42,81 m² dépendant de l'immeuble situé 13 rue Camille Pelletan à La Ciotat cadastré Section AD n° 189 appartenant à Monsieur et Madame Leblanc.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/349/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé à La Ciotat appartenant aux consorts Roze

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 006-485/13/CC du 28 juin 2013 approuvant les conditions de délégation à l'Etablissement Public Foncier du droit de préemption urbain sur le territoire communautaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

- La délibération du Conseil de la Métropole n° 073-203/16/CM du 28 avril 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 22 juin 2017 enregistrée sous le numéro DA 13028 17 0268 portant aliénation d'un lot de copropriété appartenant aux consorts Roze, dépendant de l'immeuble sis 12 rue Louis Vignol à La Ciotat cadastré Section AB n° 0021.

CONSIDÉRANT

- Que cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le centre ancien de La Ciotat et permettra de répondre aux objectifs de revitalisation du cœur de ville par le renforcement de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier PACA pour l'acquisition d'un lot de copropriété à usage de garage dépendant de l'immeuble situé 12 rue Louis Vignol à La Ciotat cadastré Section AB n° 0021 appartenant aux consorts Roze.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/350/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de parcelles appartenant à la société 13 HABITAT - Secteur les Paranques / La Claire.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président pour les missions foncières ;
- La convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre du développement urbain du 13ème arrondissement de Marseille, la ville de Marseille a confié à la Métropole Aix-Marseille-Provence la mise en oeuvre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) relatif au secteur des Paranques et de la Claire.

Le PAE vise à mettre en oeuvre un programme d'habitats et d'équipements publics sur le secteur compris entre le boulevard Bara, l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble du secteur les Parankes / La Claire à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que les parcelles appartenant à la société 13 HABITAT lui soient mises à disposition préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux ;
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la société 13 HABITAT, propriétaire des parcelles de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la société 13 HABITAT, une convention d'occupation portant mise à disposition anticipée au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalable à leur transfert de propriété des emprises foncières suivantes :

- Parcelle 882 E 0001 d'une superficie de 3 872,3 m² (U372) ;
- Parcelle 882 E 0001 d'une superficie de 1 241 m² (bassin de rétention B2) ;
- Parcelle 882 E 0004 d'une superficie de 561 m² (bassin de rétention B3) ;
- Parcelle 882 E 0005 d'une superficie de 691 m² (bassin de rétention B3) ;
- Parcelle 882 E 0005 d'une superficie de 754,2 m² (U372) ;
- Parcelle 882 E 0006 d'une superficie de 3 669 m² (bassins B2 et B3+Xaviers RG et Grave RD/RG) ;
- Parcelle 882 E 0006 d'une superficie de 74,3 m² (U372) ;
- Parcelle 882 E 0007 d'une superficie de 692 m² (bassin de rétention B3) ;
- Parcelle 882 E 0007 d'une superficie de 44,6 m² (U372) ;
- Parcelle 882 E 0008 d'une superficie de 5 310 m² (bassin de rétention B3) ;
- Parcelle 882 E 0008 d'une superficie de 828,1 m² (U372-emprise rampe PMR) ;
- Parcelle 882 E 0008 d'une superficie de 1 111,2 m² (U372).

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes authentiques notariés de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des terrains en cause.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soleam d'un bien à Marseille dans le cadre de l'opération d'aménagement du Grand Centre Ville.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre Ville – orientations générales sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 novembre 2012 approuvant le plan local de l'habitat de Marseille Provence Métropole 2012-2018 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement " Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 17 0233 reçue le 26 juin 2017.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la ville de Marseille avait concédé à la Soleam, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement de réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Soleam pour l'acquisition de l'immeuble situé 2 rue Halle Delacroix 13001 Marseille, cadastré 803 A 268 d'une superficie de 133 m² appartenant à la SCI Vacon Delacroix, relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2017

Convention de location avec la commune d'Aubagne au profit du CETA

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision du 4 septembre 2015 de Mme Sylvia Barthelemy, Présidente de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de conclure une convention de location avec la commune d'Aubagne au profit du CETA, relative à des locaux sis au 11 rue Louis Blanc à Aubagne.

CONSIDÉRANT

- Que le CETA est un acteur incontournable de la mise en œuvre de la Charte Agricole du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que la première convention arrive à son terme le 21 juillet 2017 et que les parties sont convenues de prolonger cette mise à disposition et de conclure une nouvelle convention.

DECIDE

Article 1 :

De conclure avec la commune d'Aubagne une nouvelle convention de location, pour une durée de trois ans, renouvelable une fois par tacite reconduction pour une même durée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juillet 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/353/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant l'occupation illicite de Monsieur Di Domenico sur le Chantier Naval du Pharo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêt rendu par la Cour d'appel d'Aix-en-Provence du 11 mai 2017 annulant l'ordonnance de référé du 20 juillet 2015 désignant la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en qualité de gardien du navire Jade Marine ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'expulsion du navire Jade Marine, propriété de Monsieur Di Domenico ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille afin d'obtenir l'expulsion du navire de Monsieur Di Domenico, le Jade Marine, et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Leonardi Catsicalis 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/354/D

Convention d'occupation des locaux de la billetterie de la nouvelle gare routière de l'aéroport Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'occupation des locaux de la billetterie de la nouvelle gare routière de l'aéroport Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que cette convention vise à autoriser la Métropole Aix-Marseille-Provence à assurer la vente de titres de transports dans la billetterie de la nouvelle gare routière de l'aéroport.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation des locaux de la billetterie de la nouvelle gare routière de l'aéroport Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/355/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Gilbert Sindrès pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société SMA Vautubière.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé déposée par la Société SMA Vautubière devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1705231-3) le 20 juillet 2017 à l'encontre de la procédure d'appel d'offres ouvert concernant le marché n° 72-170126 sur le territoire d'Istres-Ouest Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1705231-3 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Gilbert Sindrès, Cabinet Sindrès, 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gilbert Sindrès, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier. sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/356/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Gilbert Sindrès pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société SMA Propreté.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé déposée par la Société SMA Propreté devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1705090-3) le 16 juillet 2017 demandant l'annulation partielle de la procédure de passation du marché n° 72-170058 portant sur l'exploitation et la surveillance des déchèteries situées à Bouc Bel Air, aux Pennes Mirabeau, à Vitrolles, du centre de transfert situé à Vitrolles ainsi que le transport des déchets vers les centres de traitement.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1705090-3 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Gilbert Sindrès, Cabinet Sindrès, 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gilbert Sindrès, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/357/D

Convention de participation ZAC du Vallon-Régny 13009 avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 05/0564/TUGE du 20 juin 2005 du Conseil Municipal de Marseille relative à l'approbation du bilan de la concertation et à la création de la Zone d'Aménagement Concerté dite «du Vallon-Régny » ;
- La délibération n° 06/0205/TUGE du 27 mars 2006 du Conseil Municipal de Marseille relative à l'approbation de la convention de concession avec Marseille Aménagement, devenue depuis SOLEAM, concernant l'aménagement de cette opération ;
- La délibération n° 07/1239/TUGE du 10 décembre 2007 du Conseil Municipal de Marseille relative à l'exonération du paiement des participations constructeurs pour les établissements d'enseignement public construits sur des terrains non acquis auprès de l'aménageur ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2017

- La délibération n° URB 034-1114/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative notamment à l'approbation du programme des équipements publics modifié de la ZAC du Vallon Régny ;

CONSIDÉRANT

- Que l'opération d'aménagement ZAC du Vallon-Régny concédée à la SOLEAM est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Que le Conseil Départemental des Bouches du Rhône a déposé un permis de construire n° PC 013055 17 00514 PO au 21 juin 2017 visant à la construction d'un gymnase, de logements de fonction et d'un plateau sportif pour une surface de plancher totale de 2 854,26 m² ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC du Vallon-Régny compris dans la zone UzreC du Plan Local d'Urbanisme en vigueur ;
- Que le terrain situé à Marseille (9^{ème} arrondissement) traverse Régny, cadastré 847 A 127 et A 55 pour une surface totale de 19 711 m², n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur l'exonération de la participation financière au coût des équipements publics conformément à la délibération n°07/1239/TUGE du 10 décembre 2007 du Conseil Municipal de Marseille.
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône et la SOLEAM conformément à l'article L 311-4 susvisé ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'exonération de participation financière du Conseil Départemental des Bouches du Rhône au coût des équipements publics pour la construction d'un gymnase, de logements de fonction et d'un plateau sportif.

.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/358/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant l'occupation illicite des gens du voyage du parking du Stade Parsemain à Fos-sur-Mer.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° 00790/2017/005934 établi par la Police Nationale de Martigues en date du 26 juillet 2017 relatif à l'installation illicite des gens du voyage ainsi qu'au vol d'énergie et d'eau potable, sur le parking du complexe sportif Parsemain à Fos-sur-Mer.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'expulsion des occupants sans droit ni titre dudit terrain.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence afin d'obtenir l'expulsion des gens du voyage et toutes autres mesures et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/359/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Ros Nicolas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Nicolas Ros, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été victime d'une agression physique et menaces par plusieurs individus le 22 mai 2017, au niveau de la Bégude Nord, situé Boulevard Diouloufet dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 13 juin 2017, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Nicolas Ros.

Article 2 :

Les frais, débours, et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/360/D

Autorisation d'occupation du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence du site Maison de l'Industrie à Marseille par des équipements de radiotéléphonie de la société ORANGE

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 019-2275/17/CM du 13 juillet 2017 relative à l'approbation de l'assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine privé par des équipements radioélectriques installés sur les biens immobiliers de la Métropole Aix Marseille Provence du Conseil de Territoire Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que suite à la demande de la société ORANGE du 30 novembre 2015, et après avis favorable délivré par la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales, la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise l'opérateur à installer des équipements de radiotéléphonie sur le domaine privé de la Métropole, situé Maison de l'Industrie, Château-Gombert 13013 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Août 2017

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée l'installation d'équipements de radiotéléphonie par l'opérateur ORANGE sur le domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence, situés Maison de l'Industrie, Château-Gombert 13013 Marseille. Cette occupation est consentie moyennant le paiement d'une Redevance d'Occupation du Domaine Public.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/361/D

Autorisation d'occupation du domaine public du site du Canal de Marseille par le réseau de transport d'électricité de la société RTE

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'énergie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que suite à la demande de la société RTE du 16 octobre 2015, et après avis favorable délivré par la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales, la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise l'opérateur à installer un réseau de transport d'électricité sur le domaine public de la Métropole, situé CHATEAU GOMBERT – ENCO DE BOTTE 13013 MARSEILLE.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Août 2017

DECIDE

Article 1 :

Est autorisé l'implantation d'un réseau de transport d'électricité par l'opérateur RTE sur le domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence, situé CHATEAU GOMBERT – ENCO DE BOTTE 13013 MARSEILLE. Cette occupation est consentie moyennant le paiement d'une redevance d'occupation du domaine public fixée par le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/362/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un immeuble appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence - 122 La Canebière 13001 Marseille.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations des missions foncières au Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La convention d'occupation temporaire préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence a exercé son droit de préemption le 17 août 2016 sur l'immeuble 122 La Canebière 13001 Marseille et est devenue propriétaire le 4 novembre 2016.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Août 2017

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence cède cet immeuble à la SOLEAM dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain « Grand Centre-Ville » qui lui a été concédée.

L'acte constatant le transfert de propriété au profit de la SOLEAM ne pourra pas intervenir avant la fin de l'année 2017.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la cession de l'immeuble 122 La Canebière à Marseille 1^{er} arrondissement, la SOLEAM doit y réaliser des travaux de sécurisation et de désencombrement ;
- Qu'à cette fin une convention d'occupation temporaire préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire de l'immeuble et la SOLEAM.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention de mise à disposition anticipée au profit de la SOLEAM préalablement au transfert de propriété de l'immeuble 122 La Canebière 13001 Marseille cadastré sous le n° 806 A 78.

Cette convention est conclue à titre gracieux ; sa réalisation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété au profit de la SOLEAM.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Août 2017

Préemption d'un terrain comportant une construction situé 33 chemin de Billard à Gignac-la-Nerthe appartenant aux consorts Bouvard pour un montant de 200 000 euros

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-17/03/16 du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération du Conseil Municipal du 20 janvier 1988 instituant un droit de préemption urbain sur la commune de Gignac-la-Nerthe ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 950/07/CC du 8 octobre 2007 portant exercice du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Gignac-la-Nerthe ;

- La délibération du Conseil de Communauté n° AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole portant prioritairement sur des acquisitions de foncier à vocation économique et affirmant la nécessité de lancer un Plan d'Action Foncière ;
- La Déclaration d'Intention d'Aliéner du 11 juillet, enregistrée sous le numéro 13043 17 0041 portant aliénation d'un terrain et d'une construction appartenant aux conjoints Bouvard sis 33 chemin de Billard à Gignac-la-Nerthe cadastrés AL 25 – 26 – 27 – 28 d'une superficie totale de 68a 64 ca ;

DECIDE

Article 1 :

Est exercé au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence le droit de préemption, qui lui est ouvert, et d'acquérir les biens immobiliers situés dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Gignac-la-Nerthe ci-après désignés :

SECTION	AL0025 – AL0026 – AL0027 – AL0028
CONTENANCE	6 864 m ²
SITUATION	33 Chemin de Billard Gignac-la-Nerthe
DESIGNATION	Terrain + construction
PROPRIETAIRE	Conjoints BOUVARD
PRIX DE VENTE	200 000,00 €
PRIX FRANCE DOMAINE	200 000,00 €
PRIX PROPOSE	200 000,00 €

Objet de la préemption : Acquisition pour réserve foncière en prévision de la réalisation de la ZAC du Billard à Gignac-la-Nerthe

Article 2 :

La décision d'acquérir le bien ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux propriétaires domiciliés 33 rue Sidonie Colette 13320 Bouc-Bel-Air pour Monsieur Gérard Bouvard et chemin Bel Air 84160 Cadenet pour Monsieur Alain Bouvard.

Article 3 :

Le propriétaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente décision pour faire connaître à la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Soit son accord d'offre de prix, dans ce cas, un acte authentique sera dressé par un des notaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Soit sa décision de maintenir le prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner, dans ce cas, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut décider de faire fixer le prix du bien par le juge d'expropriation ;

Soit sa renonciation à l'aliénation du bien. Le défaut de réponse de sa part est considéré comme une renonciation.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit le prix de l'acquisition et les frais d'actes seront inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous-Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/364/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une parcelle appartenant à la SCI Marseille Saint Loup à Marseille 10ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont arrêté un programme d'équipements public à édifier pour répondre aux besoins des futurs habitants et usager du secteur concerné ainsi que les modalités de financement desdits équipements publics.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Août 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que la parcelle appartenant à la SCI Marseille Saint Loup lui soit mise à disposition préalablement à son transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin une convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la SCI Marseille saint Loup, propriétaire de la parcelle de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la SCI Marseille Saint Loup une convention d'occupation portant mise à disposition anticipée au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalable à son transfert de propriété de l'emprise foncière suivante cadastrée :

- 857 B0206 d'une contenance de 1 658 m² provenant de la division de la parcelle cadastrée 857B0191.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa réalisation interviendra de plein droit à la signature des actes authentiques notariés de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des terrains en cause.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Août 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/365/D

Décision d'estimer en justice. Désignation de Maître Gilbert Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à la Société SOMEDIS.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête présentée par l'ex Communauté d'Agglomération Salont-Etang de Berre-Durance dite "Agglopolé-Provence", déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille et enregistrée le 28 mars 2014 (n°1402364-3) demandant la rescision de la convention transactionnelle conclue avec SOMEDIS le 14 décembre 2006 ;
- Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille n° 1402364 rendu le 6 juin 2017 rejetant la requête de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les conclusions de la Société SOMEDIS ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite interjeter appel de la décision rendue le 6 juin 2017, par le Tribunal Administratif de Marseille (n°1402364)

DECIDE

Article 1 :

De faire appel du jugement susvisé n° 1402364 du 6 juin 2017 devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Gilbert SINDRES, SELARL SINDRES, 40 rue Edouard Delanglade – 13006 MARSEILLE.

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus à Maître Gilbert SINDRES (SELARL SINDRES), pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Août 2017